



Caisse de dépôt et placement
du Québec

ÉTATS FINANCIERS CUMULÉS 2007

DÉCLARATION DE LA RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DES ÉTATS FINANCIERS CUMULÉS

La préparation et la présentation des états financiers cumulés de la Caisse de dépôt et placement du Québec (« la Caisse ») relèvent de la direction, qui en assume la responsabilité. Les états financiers cumulés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Nous nous assurons que les données financières figurant dans le rapport annuel concordent avec celles des états financiers cumulés.

Les états financiers cumulés comprennent des montants qui sont établis selon les meilleures estimations et au meilleur du jugement de la direction, en accordant toute l'attention nécessaire à leur importance relative. En outre, lors de la préparation des données financières, la direction a fait des choix relatifs à l'information à présenter, fait des estimations et posé des hypothèses ayant un effet sur l'information présentée. Les résultats futurs peuvent être sensiblement différents de nos estimations actuelles, notamment en raison de l'évolution des marchés financiers ou d'autres événements pouvant avoir un impact sur la juste valeur des placements établie en date du 31 décembre 2007.

Comme responsables de la fiabilité de l'information financière, nous nous appuyons sur un dispositif de contrôle interne sophistiqué appliqué systématiquement à tous les niveaux de l'organisation. Ce dispositif est constitué de contrôles organisationnels et opérationnels, de contrôles et procédures de communication de l'information financière et du contrôle interne à l'égard de l'information financière. Le dispositif de contrôle interne de la Caisse est fondé, entre autres, sur une définition claire des responsabilités, la répartition efficace des tâches, la délégation de pouvoirs, des ressources compétentes, des procédures, systèmes d'information, outils et pratiques appropriés, des informations pertinentes, fiables, dont la suffisance permet à chaque employé d'exercer ses responsabilités, des mesures de contrôle, de conformité et de gestion intégrée des risques proportionnées aux enjeux propres à chaque processus et conçues pour réduire les risques susceptibles d'affecter la réalisation des objectifs de la Caisse, et l'existence et la surveillance du respect d'un corpus élaboré de politiques internes.

Ce dispositif de contrôle permet d'assurer que les contrôles internes appropriés sont en place à l'égard des opérations, de l'actif et des registres. De plus, le groupe de vérification interne de la Caisse procède régulièrement à une vérification des contrôles internes. Ces contrôles et vérifications visent à nous donner un degré raisonnable de certitude quant à la fiabilité des registres comptables utilisés en vue de la préparation des états financiers cumulés et à assurer que l'actif est préservé de toute utilisation ou aliénation non autorisée, que le passif est constaté et que nous satisfaisons à toutes les exigences légales auxquelles la Caisse est assujettie, notamment la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Annuellement, nous attestons que la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière est adéquate et que la conception et le fonctionnement des contrôles et procédures de communication de l'information financière sont efficaces. Nous rapportons toute situation irrégulière d'importance au comité de vérification du conseil d'administration de la Caisse, le cas échéant.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers cumulés de la Caisse et son rapport expose la nature et l'étendue de cette vérification et comporte l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.

Le conseil d'administration et ses comités exercent un rôle de surveillance quant à la façon dont la direction s'acquitte de ses responsabilités à l'égard de l'établissement et de la présentation de l'information financière, du maintien de contrôles internes appropriés, de la conformité aux exigences des lois et règlements, de la gestion et du contrôle des principaux risques et de l'évaluation d'opérations importantes. En outre, il approuve les états financiers cumulés et le rapport annuel.

Le conseil d'administration a approuvé les états financiers cumulés du 31 décembre 2007. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification qui est composé uniquement d'administrateurs externes. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général, examine les états financiers cumulés et en recommande l'approbation au conseil d'administration.



Henri-Paul Rousseau
Président et chef de la direction



Ghislain Parent, FCA
Premier vice-président, Finances et opérations

Montréal, le 15 février 2008

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié l'état de l'actif net cumulé des fonds de la Caisse de dépôt et placement du Québec au 31 décembre 2007 et l'état des résultats et de l'évolution de l'actif net cumulé de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Caisse. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de ces fonds au 31 décembre 2007, ainsi que des résultats de leur exploitation et de l'évolution de leur actif net pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, à l'exception des modifications de conventions comptables expliquées à la note 3, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



Renaud Lachance, CA

Québec, le 15 février 2008

CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC
(L.R.Q., chapitre C-2)

ACTIF NET CUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2007

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
	<i>(en millions de dollars)</i>	
ACTIF		
Placements à la juste valeur <i>(notes 4a et b)</i>	222 797	203 491
Avances à des déposants	372	1 024
Revenus de placement courus et à recevoir	1 209	1 097
Opérations en voie de règlement	1 567	1 277
Autres éléments d'actif	1 204	625
	<u>227 149</u>	<u>207 514</u>
PASSIF		
Passif lié aux placements <i>(note 4c)</i>	66 100	60 644
Opérations en voie de règlement	2 087	514
Autres éléments de passif	1 561	1 509
Part des actionnaires sans contrôle <i>(note 4d)</i>	2 051	1 368
	<u>71 799</u>	<u>64 035</u>
AVOIR DES DÉPOSANTS <i>(note 5)</i>	<u>155 350</u>	<u>143 479</u>

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS *(note 9)*

ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS *(note 11)*

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers cumulés.

Pour le conseil d'administration,



Henri-Paul Rousseau



Claude Garcia

CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC

RÉSULTATS ET ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET CUMULÉ
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
	<i>(en millions de dollars)</i>	
Revenus de placement <i>(note 6a)</i>	6 531	5 522
Moins :		
Charges d'exploitation <i>(note 7)</i>	261	227
Frais de gestion externe	<u>69</u>	<u>54</u>
Revenus de placement nets	6 201	5 241
Gains (pertes) à la vente de placements <i>(note 6d)</i>	<u>9 427</u>	<u>4 607</u>
Total des revenus matérialisés	<u>15 628</u>	<u>9 848</u>
Plus-value (moins-value) non matérialisée des placements et du passif lié aux placements <i>(note 6e)</i>	(5 860)	7 920
Moins-value non matérialisée des placements en PCAA de tiers en restructuration et autres <i>(note 4b)</i>	<u>(1 897)</u>	<u>- -</u>
Total des plus-values (moins-values) non matérialisées	<u>(7 757)</u>	<u>7 920</u>
Résultats de placement nets	7 871	17 768
Excédents des dépôts des déposants sur leurs retraits	<u>4 000</u>	<u>3 552</u>
AUGMENTATION DE L'ACTIF NET CUMULÉ	11 871	21 320
ACTIF NET CUMULÉ AU DÉBUT	<u>143 479</u>	<u>122 159</u>
ACTIF NET CUMULÉ À LA FIN	<u><u>155 350</u></u>	<u><u>143 479</u></u>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers cumulés.

CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC

FONDS CUMULÉS NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 DÉCEMBRE 2007

1. Constitution et activités

La Caisse de dépôt et placement du Québec, personne morale de droit public au sens du Code civil, est régie par la *Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec* (L.R.Q., chapitre C-2). Elle reçoit toutes les sommes qui lui sont confiées en vertu de la loi. En vertu des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu, la Caisse n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

Fonds général (états consolidés)

Le fonds général regroupe les activités de trésorerie (gestion des dépôts à vue, des dépôts à terme et du financement corporatif) ainsi que les résultats de placement nets relatifs aux papiers commerciaux adossés à des actifs de tiers en restructuration (« PCAA de tiers en restructuration ») détenus par le portefeuille spécialisé d'obligations (760).

Fonds particuliers

Les fonds particuliers regroupent des placements diversifiés et n'ont qu'un seul déposant chacun qui y effectue exclusivement des dépôts à participation. Les fonds particuliers sont à l'usage des déposants suivants :

Fonds 300 : Fonds du Régime de rentes du Québec administré par la Régie des rentes du Québec;

Fonds 301 : Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances;

Fonds 302 : Régime de retraite du personnel d'encadrement administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances;

Fonds 303 : Régimes particuliers administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances;

Fonds 305 : Régime de retraite des élus municipaux administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances;

Fonds 306 : Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers œuvrant au Québec;

Fonds 307 : Fonds d'assurance automobile du Québec administré par la Société de l'assurance automobile du Québec;

Fonds 311 : Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec – compte général administré par la Commission de la construction du Québec;

Fonds 312 : Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec – compte des retraités administré par la Commission de la construction du Québec;

Fonds 313 : Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec – compte complémentaire administré par la Commission de la construction du Québec;

Fonds 314 : Fonds d'assurance-dépôts administré par l'Autorité des marchés financiers;

Fonds 315 : Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers administré par La Financière agricole du Québec;

Fonds 316 : Fonds d'amortissement du régime de retraite – RREGOP administré par le ministère des Finances, Gouvernement du Québec;

Fonds 317 : Fonds d'amortissement du régime de retraite – RRPE administré par le ministère des Finances, Gouvernement du Québec;

Fonds 318 : Fonds d'amortissement des autres régimes de retraite administré par le ministère des Finances, Gouvernement du Québec;

Fonds 326 : Fonds d'assurance-récolte administré par La Financière agricole du Québec;

Fonds 327 : Fédération des producteurs de bovins du Québec;

Fonds 328 : Régime de rentes de survivants administré par le Conseil du trésor, Gouvernement du Québec;

Fonds 329 : Fonds d'assurance-garantie administré par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec;

Fonds 330 : Fonds de la santé et de la sécurité du travail administré par la Commission de la santé et de la sécurité du travail;

Fonds 332 : Fonds des cautionnements des agents de voyages – cautionnements individuels administré par l'Office de la protection du consommateur;

Fonds 333 : Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages administré par l'Office de la protection du consommateur;

Fonds 341 : Fonds réservé administré par l'Autorité des marchés financiers;

Fonds 342 : Régime de retraite de l'Université du Québec administré par le Comité de retraite du Régime de retraite de l'Université du Québec;

Fonds 343 : Fonds d'assurance parentale administré par le Conseil de gestion de l'assurance parentale;

Fonds 346 : Fonds d'assurance parentale – Réserve administré par le Conseil de gestion de l'assurance parentale (fermé le 1^{er} novembre 2007);

Fonds 347 : Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées conventionnées du Québec administré par le Groupe-conseil Aon;

Fonds 348 : Régime complémentaire de retraite des employés syndiqués de la Commission de la construction du Québec administré par le Comité de retraite du Régime complémentaire de retraite des employés syndiqués de la CCQ;

Fonds 351 : Fonds des générations administré par le ministère des Finances, Gouvernement du Québec (constitué le 1^{er} février 2007);

Fonds 353 : Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec – caisse participants administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (constitué le 1^{er} avril 2007);

Fonds 361 : Régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (constitué le 1^{er} janvier 2007);

Fonds 362 : Régime de retraite pour certains employés de la Commission scolaire de la Capitale administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (constitué le 1^{er} janvier 2007);

Fonds 363 : Régime de retraite des employés de la Ville de Laval administré par le Comité du Régime de retraite des employés de la Ville de Laval (constitué le 1^{er} juillet 2007);

Fonds 364 : CCQ – Valeurs à court terme administré par la Commission de la construction du Québec (constitué le 1^{er} juillet 2007 et fermé le 1^{er} novembre 2007).

Portefeuilles spécialisés

Les portefeuilles spécialisés constituent des caisses communes pouvant recevoir des dépôts à participation des différents fonds. Les différents portefeuilles spécialisés sont :

- | | |
|---|--|
| - Valeurs à court terme (740) | - Actions des marchés en émergence (732) |
| - Obligations à rendement réel (762) | - Québec Mondial (761) |
| - Obligations (760) | - Participations et infrastructures (781) (états consolidés) |
| - Obligations à long terme (764) | - Placements privés (780) (états consolidés) |
| - Actions canadiennes (720) | - Dettes immobilières (750) (états consolidés) |
| - Actions américaines couvert (731) | - Immeubles (710) (états consolidés) |
| - Actions américaines non couvert (734) | - Instruments financiers sur produits de base (763) |
| - Actions étrangères couvert (730) | - Fonds de couverture (770) (états consolidés) |
| - Actions étrangères non couvert (733) | - Répartition de l'actif (771) |

2. Conventions comptables

La préparation des états financiers cumulés de la Caisse, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de l'exercice visé par les états financiers cumulés. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

L'état des flux de trésorerie n'est pas présenté puisqu'il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

a) États financiers cumulés

Les états financiers cumulés comprennent les comptes des filiales contrôlées par la Caisse, du fonds général, des fonds particuliers et des portefeuilles spécialisés. Les comptes de chacun de ces fonds et de chacun de ces portefeuilles font l'objet d'états financiers vérifiés par le vérificateur général du Québec.

b) Placements et activités connexes

Les placements ainsi que les postes d'actif et de passif s'y rapportant sont comptabilisés à leur juste valeur, soit la valeur d'échange estimative dont conviendraient des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence, établie à la fin de l'exercice.

Les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition et à la vente de placements sont comptabilisés aux résultats et sont présentés en déduction des gains et pertes à la vente de placements. Ces coûts comprennent les frais de commissions et les frais de bourses.

Titres à revenu fixe

Les titres à revenu fixe comprennent les valeurs à court terme, les obligations, les PCAA de tiers en restructuration et les financements hypothécaires. Les achats et les ventes de titres à revenu fixe sont constatés à la date de transaction.

i) Méthode d'évaluation

La juste valeur des titres à revenu fixe est déterminée au moyen de méthodes d'évaluation utilisées dans les marchés des capitaux, telles que l'actualisation au taux d'intérêt courant des flux de trésorerie futurs et les cours des principales bourses ainsi que ceux fournis par des institutions financières reconnues. De plus, certaines évaluations sont réalisées selon des méthodes d'évaluation couramment employées, tenant compte de données observées sur les marchés, ou sur la base d'opérations similaires conclues avec des parties sans lien de dépendance. La méthode d'évaluation des PCAA de tiers en restructuration est décrite à la note 4b).

ii) Revenus de placement et gains et pertes à la vente de placements

Les revenus de placement des titres à revenu fixe incluent l'amortissement de la prime et de l'escompte, qui permet de maintenir un rendement effectif constant jusqu'à l'échéance. Les revenus tirés des financements hypothécaires sont réduits des frais d'opération et des frais financiers des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales (TACHC), et sont présentés à la rubrique Revenus de placement – Titres à revenu fixe.

Les gains et pertes à la vente de placements représentent la différence entre le coût non amorti et la valeur nette de réalisation à la vente de placements. Le coût non amorti correspond au coût d'acquisition ajusté pour tenir compte de l'amortissement de la prime ou de l'escompte.

Titres à revenu variable

Les titres à revenu variable comprennent les actions et valeurs convertibles ainsi que les biens immobiliers. Les achats et les ventes d'actions et valeurs convertibles sont constatés à la date de transaction alors que les achats et les ventes de biens immobiliers sont constatés à la date de règlement.

i) Méthode d'évaluation

La juste valeur des actions cotées est déterminée à partir des cours des principales bourses ainsi que de ceux fournis par des institutions financières reconnues. Pour les actions non cotées et les biens immobiliers, des évaluations sont réalisées par des évaluateurs indépendants alors que d'autres sont réalisées selon des méthodes d'évaluation couramment employées, tenant compte de données observées sur les marchés, ou sur la base d'opérations similaires conclues avec des parties sans lien de dépendance. Les évaluations des actions et valeurs convertibles non cotées sont revues semi-annuellement par un comité d'évaluation indépendant alors que les biens immobiliers le sont par des évaluateurs indépendants.

ii) Revenus de placement et gains et pertes à la vente de placements

Les revenus de dividendes sont inscrits à compter de la date ex-dividende. Les revenus tirés des biens immobiliers sont réduits des frais d'exploitation, des frais d'opération et des frais financiers des emprunts, et sont présentés à la rubrique Revenus de placement – Titres à revenu variable.

Les gains et pertes à la vente de placements représentent la différence entre le coût et la valeur nette de réalisation à la vente de placements. Le coût des placements correspond au coût d'acquisition, à l'exception du coût des placements dans les coentreprises qui sont comptabilisés selon la méthode de la valeur de consolidation.

Instruments financiers dérivés

Dans le cadre de la gestion de ses placements, la Caisse effectue des opérations sur divers instruments financiers dérivés à des fins de gestion des risques liés aux fluctuations de change, de taux d'intérêt et de marché.

Les instruments financiers dérivés dont la juste valeur est favorable sont présentés à la rubrique Placements à la juste valeur, alors que ceux dont la juste valeur est défavorable sont présentés à la rubrique Passif lié aux placements.

i) Méthode d'évaluation

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur à la fin de l'exercice. Ces valeurs sont établies à partir des cours des principales bourses ainsi que de ceux fournis par des institutions financières reconnues. Dans le cas des instruments non cotés, certaines évaluations sont réalisées sur la base d'opérations similaires conclues sans lien de dépendance ou selon des modèles reconnus et couramment employés, tenant compte de données observées sur les marchés.

ii) Revenus de placement et gains et pertes à la vente de placements

Les revenus de placement relatifs aux instruments financiers dérivés sont regroupés avec les revenus de titres à revenu fixe et à revenu variable, alors que les gains et pertes relatifs aux instruments financiers dérivés sont regroupés avec les gains et pertes à la vente de placements en fonction des placements sous-jacents.

Titres achetés en vertu de conventions de revente

La Caisse conclut des opérations d'emprunts de titres, soit de valeurs à court terme et d'obligations, dans le but de couvrir une vente à découvert ou de dégager un revenu supplémentaire découlant de l'activité d'emprunts de titres. Ces opérations d'emprunts de titres sont comptabilisées dans les titres achetés en vertu de conventions de revente. Les intérêts gagnés sur les conventions de revente sont présentés à titre de revenus d'intérêts sous la rubrique Revenus de placement – Titres à revenu fixe.

Titres vendus en vertu de conventions de rachat

La Caisse conclut des opérations de prêts de titres, soit de valeurs à court terme et d'obligations, dans un but de trésorerie ou pour dégager un revenu supplémentaire découlant de l'activité de prêts de titres. Ces opérations de prêts de titres sont comptabilisées dans les titres vendus en vertu de conventions de rachat. Les intérêts payés sur les conventions de rachat sont déduits des Revenus de placement – Titres à revenu fixe.

Titres vendus à découvert

Les titres vendus à découvert représentent l'engagement de la Caisse d'acheter des titres auprès de tiers pour couvrir ses positions. Les frais d'intérêts relatifs aux engagements liés à des valeurs à court terme et obligations vendues à découvert sont comptabilisés dans les Revenus de placement – Titres à revenu fixe, tandis que les frais relatifs aux engagements liés à des actions vendues à découvert sont comptabilisés dans les Revenus de placement – Titres à revenu variable.

Les gains et pertes sur engagements liés à des valeurs à court terme et obligations vendues à découvert sont portés à la rubrique Gains (pertes) à la vente de placements – Titres à revenu fixe, tandis que ceux liés à des actions vendues à découvert sont portés à la rubrique Gains (pertes) à la vente de placements – Titres à revenu variable.

c) **Biens administrés et biens sous gestion**

La Caisse et ses filiales administrent et gèrent des biens confiés par des clients et en leur nom. Ces biens ne sont pas inscrits à l'état de l'actif net cumulé de la Caisse. La Caisse et ses filiales perçoivent des honoraires en contrepartie des services de gestion de portefeuille et des services administratifs rendus, qui comprennent notamment l'administration de propriétés immobilières et la gestion de prêts titrisés.

d) **Conversion des devises**

La juste valeur des placements ainsi que les autres postes d'actif et de passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au cours du change en vigueur à la fin de l'exercice.

Le coût des placements en actions, des biens immobiliers provenant d'établissements étrangers intégrés ainsi que le coût non amorti des placements en valeurs à court terme, en obligations et en financements hypothécaires sont convertis au taux de change en vigueur à la date d'acquisition. Le coût des placements provenant d'établissements étrangers autonomes est converti au taux en vigueur à la fin de l'exercice.

Les revenus sont convertis au taux de change en vigueur à la date des opérations, à l'exception de ceux provenant du portefeuille spécialisé d'immeubles, qui sont convertis au taux moyen de l'exercice.

e) **Titrisation des prêts**

La Caisse effectue périodiquement de la titrisation de prêts et de titres hypothécaires en les vendant à une structure d'accueil, laquelle émet ensuite des titres aux investisseurs. Ces opérations sont comptabilisées à titre de ventes lorsque la Caisse est réputée avoir abandonné le contrôle de ces actifs et avoir reçu une contrepartie autre que les droits de bénéficiaire liés aux actifs cédés, en conformité avec la note d'orientation concernant la comptabilité « Cessions de créances » (NOC-12) du Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés («ICCA»). À la titrisation, aucun droit de bénéficiaire relatif aux prêts titrisés n'est conservé. Les gains ou pertes découlant de ces opérations sont inscrits à la rubrique Gains (pertes) à la vente de placements – Financements hypothécaires et Obligations.

Des sociétés sous contrôle commun continuent généralement d'assumer la gestion des prêts cédés. Puisque les honoraires de gestion sont établis en fonction de ce qui est exigé sur le marché, aucun actif ou passif de gestion à la date de cession n'est comptabilisé.

f) Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation représentent l'ensemble des frais engagés pour la gestion et l'administration de portefeuille à l'exception des frais relatifs à la gestion externe. Les charges d'exploitation sont présentées dans un poste distinct de l'état des résultats et de l'évolution de l'actif net cumulé. Les charges liées à la gestion des portefeuilles spécialisés d'immeubles et de dettes immobilières sont incluses dans les charges d'exploitation. Les frais d'opération liés à la gestion et à l'administration des biens immobiliers et des financements hypothécaires sont présentés en réduction des revenus de placement de biens immobiliers et de financement hypothécaires respectivement.

g) Frais de gestion externe

Les frais de gestion externe représentent les sommes versées à des institutions financières externes, principalement des gestionnaires de fonds institutionnels de marchés boursiers internationaux, pour gérer, au nom de la Caisse, des fonds appartenant à la Caisse. Les frais de gestion externe sont présentés dans un poste distinct de l'état des résultats et de l'évolution de l'actif net cumulé.

3. Modification de conventions comptables

a) Adoption du chapitre 3855 « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation »

i) Description

Le 1^{er} janvier 2007, la Caisse a adopté les dispositions du chapitre 3855 « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation » du Manuel de l'ICCA. Étant donné que la Caisse se qualifie à titre de société de placement selon la note d'orientation concernant la comptabilité NOC-18 « Sociétés de placement », seules les dispositions relatives à la comptabilisation, à l'achat ou à la vente avec délai normalisé de livraison et à l'évaluation à la juste valeur s'appliquent aux placements de la Caisse. Le principal changement relatif à l'adoption de ces nouvelles dispositions concerne l'établissement des justes valeurs des placements négociés sur les marchés actifs (actions et produits dérivés). L'adoption de ces nouvelles dispositions n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers cumulés.

De plus, l'adoption de cette norme a une incidence sur le traitement comptable des coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition des placements. Ces coûts, auparavant capitalisés avec le coût des placements, sont maintenant enregistrés aux résultats dans l'exercice au cours duquel ils ont été engagés. Ces coûts sont composés de frais de commissions et de frais de bourses. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007, un montant de 150 M\$ a été comptabilisé aux résultats sous la rubrique « Coûts de transaction des placements ». Au 31 décembre 2006, ces coûts représentaient 120 M\$.

ii) Redressement des soldes d'ouverture

Les états financiers cumulés comparatifs n'ont pas été redressés. Toutefois, certains soldes d'ouverture de l'avoir des déposants ont été redressés pour tenir compte des coûts de transaction capitalisés dans le coût des placements au 1^{er} janvier 2007. Ces redressements sont illustrés au tableau suivant :

Avoir des déposants	<i>(en millions de dollars)</i>		
	Solde au 1 ^{er} janvier 2007 avant le redressement	Redressement	Solde au 1 ^{er} janvier 2007 après le redressement
Créances des déposants à l'égard de la Caisse	1 545		1 545
Avoir des détenteurs de dépôts à participation	115 947		115 947
Gains à la vente de placements non attribués	12 414	(120)	12 294
Plus-value (moins-value) non matérialisée des placements et des autres postes d'actif et de passif s'y rapportant	13 573	120	13 693
	143 479	- -	143 479

b) Adoption du chapitre 3861 « Instruments financiers – informations à fournir et présentation »

L'ICCA a publié le chapitre 3861, intitulé « Instruments financiers – informations à fournir et présentation ». Ce chapitre établit les normes de présentation pour les instruments financiers et les dérivés non financiers, et précise quelles sont les informations à fournir à leur sujet. L'adoption de ces nouvelles dispositions n'a pas eu d'incidence significative autre que l'ajout de la note 8 - Identification et gestion des risques liés aux instruments financiers.

c) Consolidation des entités à détenteurs de droits variables

Le 1^{er} janvier 2007, la Caisse a adopté les modifications apportées par l'ICCA aux notes d'orientation concernant la comptabilité intitulées « Consolidation des entités à détenteurs de droits variables » (NOC-15) et « Sociétés de placement » (NOC-18). Ces nouvelles dispositions prévoient qu'une société de placement qui est la principale bénéficiaire d'une entité à détenteurs de droits variables (EDDV) qui est elle-même une société de placement ne doit plus consolider cette dernière, à moins de circonstances particulières précisées à la NOC-18.

L'adoption de cette modification a été appliquée de façon rétroactive et les états financiers comparatifs ont été redressés afin de refléter l'incidence de ces nouvelles dispositions. Ce redressement n'a eu aucun impact sur l'état des résultats et de l'évolution de l'actif net cumulé et sur l'avoir des déposants au 31 décembre 2006, mais a entraîné une variation des postes suivants :

<u>ACTIF NET</u>	Diminution (en millions de dollars)
ACTIF	
Placements à la juste valeur	(328)
Revenus de placement courus et à recevoir	(1)
Autres éléments d'actif	(15)
	<u>(344)</u>
PASSIF	
Passif lié aux placements	(213)
Autres éléments de passif	(25)
Part des actionnaires sans contrôle	(106)
	<u>(344)</u>

d) Chapitre 3862 « Instruments financiers – informations à fournir » et chapitre 3863 « Instruments financiers – présentation »

L'ICCA a publié le chapitre 3862, intitulé « Instruments financiers – informations à fournir », et le chapitre 3863, intitulé « Instruments financiers – présentation ». Ces nouveaux chapitres remplacent le chapitre 3861, intitulé « Instruments financiers – informations à fournir et présentation », dont les exigences en matière d'informations à fournir sont révisées et renforcées. Les exigences à l'égard du mode de présentation n'ont toutefois subi aucune modification. Comme prévu aux dispositions transitoires, la Caisse appliquera ces chapitres à compter de l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2008.

4. Placements et passif lié aux placements

	2007		2006	
	<i>(en millions de dollars)</i>			
	Juste valeur	Coût	Juste valeur	Coût
a) Placements				
Titres à revenu fixe				
Valeurs à court terme				
Canadiennes	9 889	9 894	28 945	28 947
Étrangères	4 865	4 898	4 107	4 058
	<u>14 754</u>	<u>14 792</u>	<u>33 052</u>	<u>33 005</u>
Obligations				
<i>Émises ou garanties par :</i>				
Gouvernement canadien	23 586	22 966	18 213	17 794
Province de Québec	8 592	7 831	9 309	8 388
Autres provinces canadiennes	2 304	2 236	4 002	3 907
Municipalités et autres organismes canadiens	1 728	1 724	1 535	1 505
Sociétés d'État canadiennes	13 311	12 619	10 681	9 932
Gouvernement américain	205	208	1 180	1 148
Autres gouvernements étrangers	1 759	1 814	950	916
Titres hypothécaires				
Canadiens	284	276	342	323
Étrangers	2 022	2 601	3 292	3 305
Entreprises canadiennes	15 947	16 260	14 583	14 447
Entreprises étrangères	4 695	5 315	3 076	3 068
Titres indexés à l'inflation				
Canadiens	934	895	1 054	978
Étrangers	3 381	3 664	3 328	3 380
Fonds de couverture	2 132	2 323	2 428	2 327
	<u>80 880</u>	<u>80 732</u>	<u>73 973</u>	<u>71 418</u>
PCAA de tiers en restructuration (note 4b)	<u>10 740</u>	<u>12 607</u>	<u>--</u>	<u>--</u>
Financements hypothécaires				
Canadiens	5 979	5 939	4 877	4 779
Étrangers	4 481	4 574	2 036	2 057
	<u>10 460</u>	<u>10 513</u>	<u>6 913</u>	<u>6 836</u>
Total des titres à revenu fixe	<u>116 834</u>	<u>118 644</u>	<u>113 938</u>	<u>111 259</u>

	2007		2006	
	<i>(en millions de dollars)</i>			
	Juste valeur	Coût	Juste valeur	Coût
a) Placements (suite)				
Titres à revenu variable				
Actions et valeurs convertibles				
Canadiennes	17 179	14 943	17 586	14 602
Américaines	18 211	20 130	15 897	15 569
Étrangères et des marchés en émergence	26 822	24 278	24 359	19 024
Fonds de couverture	4 848	5 051	4 477	4 267
	<u>67 060</u>	<u>64 402</u>	<u>62 319</u>	<u>53 462</u>
Biens immobiliers ¹				
Canadiens	13 413	9 330	11 181	8 156
Étrangers	9 027	8 397	7 440	6 656
	<u>22 440</u>	<u>17 727</u>	<u>18 621</u>	<u>14 812</u>
Total des titres à revenu variable	<u>89 500</u>	<u>82 129</u>	<u>80 940</u>	<u>68 274</u>
Sommes à recevoir relativement aux placements				
Titres achetés en vertu de conventions de revente				
Canadiens	2 457	2 127	1 332	1 332
Étrangers	4 986	5 110	3 914	3 870
Montant se rapportant aux produits dérivés				
Canadiens	525	34	423	17
Étrangers	8 495	1 997	2 944	1 169
	<u>16 463</u>	<u>9 268</u>	<u>8 613</u>	<u>6 388</u>
Total des placements	<u>222 797</u>	<u>210 041</u>	<u>203 491</u>	<u>185 921</u>

¹ Le poste Placements – Biens immobiliers inclut, entre autres, des placements dans des coentreprises présentés à la valeur de consolidation. Ces placements à la juste valeur se détaillent comme suit :

	2007	2006
	<i>(en millions de dollars)</i>	
Placements en coentreprises	<u>8 401</u>	<u>5 957</u>
Biens immobiliers	14 356	8 656
Valeurs à court terme	29	6
Revenus de placement courus et à recevoir	6	7
Autres éléments d'actif	586	236
	<u>14 977</u>	<u>8 905</u>
Emprunts et billets à payer	106	--
Emprunts hypothécaires	5 367	2 448
Autres éléments de passif	1 053	485
Part des actionnaires sans contrôle	50	15
	<u>6 576</u>	<u>2 948</u>

b) PCAA de tiers en restructuration

Au 31 décembre 2007, la Caisse détient des placements dans le marché canadien du papier commercial adossé à des actifs non parrainés par des banques et en restructuration (« PCAA de tiers en restructuration»). Le PCAA est un instrument de financement à court terme émis par des fiduciaires, aussi appelés «conduits», généralement pour des échéances variant de un à trois mois. Le PCAA de tiers en restructuration est adossé à divers actifs tels que des créances hypothécaires ou à la consommation et des actifs financiers. La crise des prêts hypothécaires à haut risque aux États-Unis a déclenché des perturbations sur les marchés internationaux qui ont abouti à une crise de liquidité du marché canadien du PCAA à la mi-août 2007. Depuis le 13 août 2007, la Caisse n'a pas été en mesure de se faire rembourser les sommes dues en vertu des PCAA de tiers qu'elle détient lorsque ceux-ci sont venus à échéance. Au moment de leur acquisition par la Caisse, les PCAA de tiers étaient cotés «R-1 (High)» par l'agence de notation DBRS Limited («DBRS»), soit la plus haute cote accordée par DBRS pour du papier commercial adossé à des actifs.

Des progrès considérables ont été accomplis en vue de restructurer le PCAA de tiers depuis le 13 août 2007. Ainsi, le 15 août 2007, un groupe d'investisseurs et d'institutions financières, dont la Caisse, a proposé une entente, la «proposition de Montréal» qui visait à rétablir le climat de confiance et à identifier une stratégie de résolution efficace. En vertu de cette entente, les investisseurs et les institutions financières se sont engagés à ne pas mettre les conduits en défaut afin d'éviter une vente forcée des créances et actifs financiers sous-jacents («le moratoire»).

Le 6 septembre 2007, un comité pancanadien, composé de participants à la proposition de Montréal, a été formé afin de superviser le processus de restructuration. La Caisse participe activement à ce comité. Le 16 octobre 2007, le président du comité a annoncé la restructuration réussie d'un premier conduit parmi les 22 conduits touchés par la proposition de Montréal, soit la Skeena Capital Trust. Le 20 décembre 2007, la Caisse a reçu des titres et des liquidités d'un montant total de 754 M\$ au terme de la restructuration de ses investissements de 764,2 M\$ dans la Skeena Capital Trust.

Le 6 novembre 2007, DBRS a émis un document d'information public fournissant des informations précises sur la composition de chaque conduit. DBRS a confirmé que 97 % des créances et des actifs financiers sous-jacents demeurent de grande qualité «*strong*» et conservent la cote AAA et qu'une proportion de 2 % sont cotés AA ou AA (low). DBRS a depuis modifié la cote d'un des conduits pour «R-4 (Under Review with Developing Implications)».

Le 23 décembre 2007, le comité pancanadien des investisseurs a approuvé une proposition d'entente de restructuration, la « proposition de restructuration », de toutes les autres fiduciaires visées par la proposition de Montréal, à l'exception de Devonshire Trust. Selon toute vraisemblance, l'approbation définitive de la proposition de restructuration se fera d'ici la fin du mois de mars 2008.

Le 4 février 2008, le comité pancanadien des investisseurs a fait rapport des nouveaux progrès dans la phase de mise en œuvre de la proposition de restructuration annoncée le 23 décembre 2007. Le comité prévoit que l'information complète sur la restructuration et le processus d'approbation seront disponibles à la fin février et que l'objectif demeure de compléter la restructuration d'ici le 31 mars 2008. Le moratoire a été prolongé jusqu'au 22 février 2008 et la prolongation s'applique également à Devonshire Trust qui ne faisait pas partie de la proposition de restructuration annoncée en décembre 2007. Le comité est également parvenu à une entente de principe avec plusieurs banques canadiennes pour participer à titre de prêteurs à une facilité de financement d'appel de marge. Enfin, le comité a choisi la firme BlackRock pour devenir l'administrateur et le gestionnaire des véhicules de restructuration proposé. La restructuration a été approuvée en principe par le comité pancanadien des investisseurs, certains fournisseurs d'actifs des banques d'affaires et par les promoteurs de chacune des fiduciaires.

La proposition de restructuration annoncée le 23 décembre 2007 a pour principaux objectifs de remplacer les PCAA de tiers par de nouveaux titres ayant une échéance similaire à celle des créances et actifs financiers sous-jacents, de regrouper certaines séries de PCAA de tiers qui sont soutenues en tout ou en partie par des actifs synthétiques, l'allègement des obligations d'appels de marge des conduits existants et la mise en place de facilités d'appel de marge et le soutien aux besoins en liquidités des porteurs de PCAA de tiers lorsque nécessaire. La proposition de restructuration comprend, entre autres :

- une restructuration globale et concomitante assortie de solutions distinctes pour :
 - les PCAA de tiers adossés à des actifs synthétiques ou une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels titrisés (« actifs synthétiques et hybrides »);
 - les PCAA de tiers adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés (« actifs traditionnels »);
 - les PCAA de tiers adossés à certains actifs à haut risque aux États-Unis (« actifs à haut risque »);
- la restructuration de pratiquement tous les déclencheurs pour qu'ils deviennent des déclencheurs écart-perte plus transparents et étalés dans le temps;
- une notation de la qualité de l'investissement des billets restructurés qui, selon les prévisions du comité des investisseurs et des conseillers, devrait se situer au niveau AAA pour les actifs synthétiques et AAA et AA pour les actifs traditionnels.

Dans le cadre de la restructuration, il est prévu que les actifs synthétiques et hybrides soient divisés au sein de deux véhicules de restructuration, soit deux sociétés en commandite qui vont émettre des billets à taux variable en échange des PCAA de tiers existants. De plus, les parties se sont entendues pour que les participants aux deux sociétés en commandite mettent en place des facilités d'appel de marge additionnelles à celles existantes. À titre de membre de la première société en commandite, la Caisse consentirait une facilité d'appel de marge de 5 267 M\$. La Caisse a intégré à sa technique d'évaluation décrite ci-dessous, l'estimation de l'impact financier d'une facilité d'appel de marge à l'égard de ses titres de PCAA de tiers, conformément à la proposition de restructuration.

Étant donné qu'il n'y a pas de marché actif pour les titres de PCAA de tiers en restructuration, la Caisse a établi, conformément aux directives de l'ICCA, des justes valeurs pour les différents titres de PCAA, selon une technique d'évaluation fondée sur un modèle financier dont les hypothèses et probabilités reflètent les incertitudes relatives aux montants et à l'échéance des flux de trésorerie, au risque de crédit des créances et actifs financiers sous-jacents et au rendement. Les hypothèses, fondées sur l'information disponible au 31 décembre 2007, utilisent autant que possible des données observables sur le marché comme les taux d'intérêt et la qualité du crédit. En établissant les justes valeurs de ces titres, la Caisse attribue une grande probabilité de succès à la proposition de restructuration et une faible probabilité à un scénario de liquidation ordonnée ou forcée.

L'estimation de la juste valeur de chaque titre de PCAA de tiers en restructuration a été établie en calculant la valeur présente des flux de trésorerie projetés selon différents scénarios de défaut et de perte, les échéances réelles des titres ainsi qu'un taux d'actualisation pertinent majoré d'un écart pour refléter l'illiquidité actuelle des PCAA de tiers en restructuration.

La Caisse a pris en compte la probabilité que les taux de défaut cumulatifs historiques, correspondant à la période d'actualisation, soient d'une plus grande sévérité au cours des prochaines années. Le scénario correspondant au succès à la proposition de restructuration tient compte d'une estimation de taux de défaut permettant d'établir un montant d'actifs « improductifs » ayant des répercussions défavorables sur les flux monétaires prévus. Pour les actifs synthétiques et hybrides, les taux de défaut estimés s'appliquent à l'ensemble des actifs sous-jacents. Pour les actifs traditionnels et les actifs synthétiques qui sont exclus de la proposition de restructuration, la Caisse a appliqué une méthode similaire à ceux qui y sont inclus, tout en appliquant un multiplicateur visant à accroître le niveau des pertes vu l'incertitude entourant leur restructuration. Dans le cas où la proposition de restructuration n'était pas retenue, la Caisse a établi des scénarios quant à une liquidation ordonnée ou à une liquidation forcée des actifs synthétiques et hybrides et des actifs traditionnels. En outre, la juste valeur des actifs à haut risque a été réduite de 60%.

Compte tenu de ce qui précède, la Caisse a comptabilisé, à l'encontre de son portefeuille de titres de PCAA de tiers en restructuration, une moins value non matérialisée totale de 1 897 M\$ (incluant 30 M\$ pour des frais de restructuration) dans son état des résultats et de l'évolution de l'actif net cumulé pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007. Aucun intérêt à recevoir n'a été comptabilisé à la fin de l'exercice relativement à ces titres.

Au 31 décembre 2007, la Caisse détient des titres de PCAA de tiers en restructuration dont le coût s'élève à 12 607 M\$ (10 740 M\$ à la juste valeur).

	Juste valeur	Moins-value non matérialisée	Coût
	<i>(en millions de dollars)</i>		
Actifs synthétiques et hybrides ¹	9 231	1 295	10 526
Actifs traditionnels ²	1 196	103	1 299
Actifs à haut risque ³	313	469	782
Frais de restructuration	--	30	--
Total	10 740	1 897	12 607

La direction est d'avis que l'estimation des justes valeurs comptabilisée est raisonnable et s'avère la plus appropriée au 31 décembre 2007. Néanmoins, ces justes valeurs sont établies en fonction de l'information disponible au 31 décembre 2007, de l'appréciation par la Caisse de la conjoncture des marchés financiers et selon une approche pondérée d'un ensemble d'hypothèses et de probabilités, dont celle relative au succès de la proposition de restructuration. En conséquence, les justes valeurs présentées peuvent varier de façon importante au cours des périodes ultérieures. L'hypothèse la plus critique à l'égard de la technique d'évaluation utilisée repose sur la probabilité de succès de la proposition de restructuration. L'attribution d'un poids plus important à un scénario de liquidation dans la technique d'évaluation aurait pour effet d'augmenter sensiblement la moins-value non matérialisée estimée. Inversement, l'acceptation de la proposition de restructuration et un retour à des conditions de marché normales auraient pour effet d'augmenter la juste valeur estimée. La Caisse croit qu'il est peu probable que la proposition de restructuration échoue étant donné les étapes accomplies et les bénéficiaires qui y sont rattachés pour l'ensemble des parties prenantes. L'effet possible, sur la technique d'évaluation, d'une variation de 10 % dans les autres hypothèses et probabilités ne modifierait pas de façon importante l'estimation des justes valeurs au 31 décembre 2007.

¹ Investissements dans les fiducies et séries suivantes (le pourcentage indique la proportion de la série attribuable aux actifs synthétiques et hybrides) : Apollo-série A (100%), Apsley-série A (62,5%), Aria-série A (10,6%), Aurora-séries A, E (76,8%) et F (94,4%), Comet-série A (100%), Devonshire (100%), Encore-séries A (100%) et E (100%), MMAI-I-série A (100%), Opus-séries A (100%) et E (100%), Planet -séries A (55,5%), E (78,7%) et F (100%), Rocket-séries A (86,8%) et E (100%), SAT-séries A (100%) et E (100%), Silverstone-série A (100%), SIT III-séries A (100%) et E (100%), Symphony-séries A (100%) et E (100%), Whitehall-série A (100%), White Knight (100%)

² Investissements dans les fiducies et séries suivantes (le pourcentage indique la proportion de la série attribuable aux actifs traditionnels) : Apollo-série H (100%), Comet-séries E (87,1%) et F (100%), Gemini-séries A (100%), E (100%) et F (100%), Newshore-séries A (100%) et 01-1 (100%), Slate-séries A-1 (100%) et E-1 (100%)

³ Investissements dans les fiducies et séries suivantes (le pourcentage indique la proportion de la série attribuable aux actifs à haut risque) : Apsley-série A, (37,5%), Aria-série A (10,6%), Aurora-séries E (23,2%) et F (5,6%), Comet-série E (12,9%), Planet-séries A (44,5%) et E (21,3%), Rocket-série A (13,2%), Ironstone-série B (100%)

	2007		2006	
	<i>(en millions de dollars)</i>			
	Juste valeur	Coût	Juste valeur	Coût
c) Passif lié aux placements				
Titres vendus en vertu de conventions de rachat				
Canadiens	30 084	29 786	26 944	26 951
Étrangers	6 554	6 647	3 650	3 615
Billets de trésorerie à payer				
Canadiens	1 990	1 990	4 111	4 112
Étrangers	46	48	--	--
Billets à terme canadiens	917	916	1 091	1 090
Emprunts à payer				
Canadiens	345	346	160	159
Étrangers	557	561	361	359
TACHC				
Canadiens	302	291	333	311
Étrangers	--	--	847	843
Titres vendus à découvert				
Canadiens	8 843	8 208	13 392	12 245
Étrangers	7 716	7 498	5 116	4 844
Emprunts hypothécaires				
Canadiens	277	269	466	446
Étrangers	1 253	1 280	954	958
Montant se rapportant aux produits dérivés				
Canadiens	291	20	192	39
Étrangers	6 925	1 709	3 027	856
	<u>66 100</u>	<u>59 569</u>	<u>60 644</u>	<u>56 828</u>

	2007		2006	
	<i>(en millions de dollars)</i>			
	Juste valeur	Coût	Juste valeur	Coût
d) Part des actionnaires sans contrôle				
Canadiens	1 408	1 135	1 209	1 021
Étrangers	643	671	159	166
	<u>2 051</u>	<u>1 806</u>	<u>1 368</u>	<u>1 187</u>

e) Répartition des titres libellés en devises - Juste valeur des placements et du passif lié aux placements

2007							
<i>(en millions de dollars)</i>							
Devises ¹							
	Dollar canadien	Dollar américain	Euro	Livre sterling	Autres	Sous-total	Total
Placements							
Titres à revenu fixe	93 244	15 937	2 622	2 028	3 003	23 590	116 834
Actions et valeurs convertibles	17 186	25 040	8 240	6 215	10 379	49 874	67 060
Biens immobiliers	13 413	3 176	4 544	1 132	175	9 027	22 440
Sommes à recevoir relativement aux placements							
Titres achetés en vertu de conventions de revente	2 457	2 240	925	447	1 374	4 986	7 443
Montant se rapportant aux produits dérivés	525	7 457	644	193	201	8 495	9 020
	<u>126 825</u>	<u>53 850</u>	<u>16 975</u>	<u>10 015</u>	<u>15 132</u>	<u>95 972</u>	<u>222 797</u>
Passif lié aux placements							
Dettes conventionnelles	42 758	8 809	2 480	1 349	3 488	16 126	58 884
Montant se rapportant aux produits dérivés	291	5 996	638	105	186	6 925	7 216
	<u>43 049</u>	<u>14 805</u>	<u>3 118</u>	<u>1 454</u>	<u>3 674</u>	<u>23 051</u>	<u>66 100</u>
Part des actionnaires sans contrôle	<u>1 408</u>	<u>107</u>	<u>63</u>	<u>473</u>	<u>--</u>	<u>643</u>	<u>2 051</u>
Placements nets	<u><u>82 368</u></u>	<u><u>38 938</u></u>	<u><u>13 794</u></u>	<u><u>8 088</u></u>	<u><u>11 458</u></u>	<u><u>72 278</u></u>	<u><u>154 646</u></u>
2006							
<i>(en millions de dollars)</i>							
Devises ¹							
	Dollar canadien	Dollar américain	Euro	Livre sterling	Autres	Sous-total	Total
Placements							
Titres à revenu fixe	93 466	15 084	1 485	1 989	1 914	20 472	113 938
Actions et valeurs convertibles	17 598	22 281	7 141	6 341	8 958	44 721	62 319
Biens immobiliers	11 181	2 452	3 666	1 218	104	7 440	18 621
Sommes à recevoir relativement aux placements							
Titres achetés en vertu de conventions de revente	1 332	2 255	219	573	867	3 914	5 246
Montant se rapportant aux produits dérivés	423	2 174	459	168	143	2 944	3 367
	<u>124 000</u>	<u>44 246</u>	<u>12 970</u>	<u>10 289</u>	<u>11 986</u>	<u>79 491</u>	<u>203 491</u>
Passif lié aux placements							
Dettes conventionnelles	46 497	6 794	935	1 498	1 701	10 928	57 425
Montant se rapportant aux produits dérivés	192	2 282	498	164	83	3 027	3 219
	<u>46 689</u>	<u>9 076</u>	<u>1 433</u>	<u>1 662</u>	<u>1 784</u>	<u>13 955</u>	<u>60 644</u>
Part des actionnaires sans contrôle	<u>1 209</u>	<u>124</u>	<u>35</u>	<u>--</u>	<u>--</u>	<u>159</u>	<u>1 368</u>
Placements nets	<u><u>76 102</u></u>	<u><u>35 046</u></u>	<u><u>11 502</u></u>	<u><u>8 627</u></u>	<u><u>10 202</u></u>	<u><u>65 377</u></u>	<u><u>141 479</u></u>

¹ Les placements sont présentés selon la devise dans laquelle ils sont libellés et sont convertis en dollars canadiens.

f) Sommaire des échéances en valeur nominale des placements et du passif lié aux placements

	2007				2006		
	Moins de 2 ans	2 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Taux d'intérêt effectif	Total valeur nominale	Taux d'intérêt effectif
<i>(en millions de dollars)</i>							
Titres à revenu fixe							
Valeurs à court terme							
Canadiennes	9 881	32	--	9 913	4,8%	29 144	4,5%
Étrangères	4 756	--	54	4 810	6,9%	4 115	6,8%
	<u>14 637</u>	<u>32</u>	<u>54</u>	<u>14 723</u>	5,5%	<u>33 259</u>	4,8%
Obligations							
<i>Émises ou garanties par :</i>							
Gouvernement du Canada	2 491	5 618	13 267	21 376	4,2%	16 361	4,1%
Province de Québec	306	1 674	5 108	7 088	4,9%	7 340	4,8%
Autres provinces canadiennes	5	65	2 103	2 173	4,7%	3 605	4,6%
Municipalités et autres organismes canadiens	390	427	955	1 772	5,1%	1 493	5,2%
Sociétés d'État canadiennes	2 169	6 264	3 422	11 855	4,6%	9 426	4,6%
Gouvernement américain	--	2	196	198	4,3%	1 180	4,7%
Autres gouvernements étrangers	144	--	1 576	1 720	2,9%	950	3,9%
Titres hypothécaires							
Canadiens	5	89	213	307	12,2%	267	13,0%
Étrangers	--	108	2 945	3 053	11,1%	5 412	11,3%
Entreprises canadiennes	4 037	2 931	9 418	16 386	5,3%	14 295	5,0%
Entreprises étrangères	1 963	517	2 673	5 153	6,7%	3 067	6,3%
Titres indexés à l'inflation							
Canadiens	--	--	630	630	2,1%	658	2,3%
Étrangers	95	682	2 401	3 178	1,8%	3 151	1,9%
	<u>11 605</u>	<u>18 377</u>	<u>44 907</u>	<u>74 889</u>	4,9%	<u>67 205</u>	5,1%
PCAA de tiers en restructuration	--	--	12 607	12 607	--	--	--
Financements hypothécaires							
Canadiens	2 227	1 753	1 966	5 946	7,0%	4 779	6,8%
Étrangers	3 616	838	120	4 574	7,8%	2 057	7,9%
	<u>5 843</u>	<u>2 591</u>	<u>2 086</u>	<u>10 520</u>	7,3%	<u>6 836</u>	7,2%
	<u>32 085</u>	<u>21 000</u>	<u>59 654</u>	<u>112 739</u>	5,3%	<u>107 300</u>	5,1%
Sommes à recevoir relativement aux placements							
Titres achetés en vertu de conventions de revente							
Canadiens	2 525	--	--	2 525	4,4%	1 332	4,2%
Étrangers	4 603	--	--	4 603	3,0%	3 949	3,9%
	<u>7 128</u>	<u>--</u>	<u>--</u>	<u>7 128</u>	3,5%	<u>5 281</u>	4,0%
Passif lié aux placements							
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	36 573	--	--	36 573	4,1%	30 826	4,2%
Billets de trésorerie à payer	2 050	--	--	2 050	4,8%	4 143	4,3%
Billets à terme	917	--	--	917	4,3%	1 092	4,2%
Emprunts à payer	902	--	--	902	3,9%	521	4,4%
TACHC	8	301	--	309	6,9%	1 095	13,3%
Titres vendus à découvert	1 088	831	6 759	8 678	3,5%	11 099	5,3%
Emprunts hypothécaires	483	495	571	1 549	6,8%	1 599	6,7%
	<u>42 021</u>	<u>1 627</u>	<u>7 330</u>	<u>50 978</u>	4,2%	<u>50 375</u>	4,7%

La juste valeur des placements inclut des titres canadiens et étrangers de sociétés fermées pour lesquels aucun cours n'est disponible. La juste valeur des titres de ces sociétés fermées se détaille comme suit :

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
	<i>(en millions de dollars)</i>	
Titres canadiens		
Valeurs à court terme	1 234	1 303
Obligations	1 244	814
PCAA de tiers en restructuration	10 740	--
Actions et valeurs convertibles	4 789	4 154
	<u>18 007</u>	<u>6 271</u>
Titres étrangers		
Valeurs à court terme	3 030	2 248
Obligations	769	751
Actions et valeurs convertibles	16 593	13 800
	<u>20 392</u>	<u>16 799</u>
	<u>38 399</u>	<u>23 070</u>

5. Avoir des déposants

Les dépôts à vue et à terme portent intérêt et constituent des créances des déposants à l'égard de la Caisse.

Au cours de l'exercice, la Caisse a versé un montant de 4 M\$ (6 M\$ en 2006) à titre d'intérêts sur dépôts à vue et à terme.

Les dépôts à participation sont exprimés en unités et chaque unité confère à son détenteur une participation proportionnelle à l'avoir net et au revenu net d'un fonds. À la clôture de chaque période mensuelle du fonds général et des fonds particuliers, le revenu net de placement et les gains et pertes à la vente de placements sont attribués aux détenteurs de dépôts à participation. Au début de la période qui suit, les montants attribués sont versés au (récupérés du) compte de dépôts à vue des déposants.

Au cours de l'exercice, la Caisse a versé un montant de 10 921 M\$ (8 724 M\$ en 2006) à titre de revenus nets aux détenteurs de dépôts à participation.

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
	<i>(en millions de dollars)</i>	
Créances des déposants à l'égard de la Caisse		
Dépôts à vue	143	739
Dépôts à terme	66	24
Intérêts sur dépôts à vue et à terme	1	--
Revenu net à verser aux détenteurs de dépôts à participation	317	782
	<u>527</u>	<u>1 545</u>
Avoir des détenteurs de dépôts à participation		
Dépôts à participation		
Solde au début	115 947	104 162
Unités émises	16 882	12 119
Unités annulées	(1 269)	(334)
Solde à la fin	131 560	115 947
Gains à la vente de placements non attribués	17 283	12 414
Plus-value (moins-value) non matérialisée des placements et des autres postes d'actif et de passif s'y rapportant	5 980	13 573
	<u>154 823</u>	<u>141 934</u>
Avoir des déposants	<u>155 350</u>	<u>143 479</u>

6. Revenus de placement, gains (pertes) à la vente de placements et plus-value (moins-value) non matérialisée des placements et du passif lié aux placements

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
	<i>(en millions de dollars)</i>	
a) Revenus de placement		
Titres à revenu fixe		
Valeurs à court terme	685	489
Obligations	2 701	2 589
Financements hypothécaires (note 6b)	305	206
	<u>3 691</u>	<u>3 284</u>
Titres à revenu variable		
Actions et valeurs convertibles	2 068	1 544
Biens immobiliers (note 6c)	784	713
	<u>2 852</u>	<u>2 257</u>
Autres revenus	61	57
Part des actionnaires sans contrôle	(73)	(76)
	<u>6 531</u>	<u>5 522</u>

Les Revenus de placement – Titres à revenu fixe ont été réduits de 1 221 M\$ (1 003 M\$ en 2006) à titre de dépense nette liée aux titres vendus (achetés) en vertu de conventions de rachat (revente).

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
	<i>(en millions de dollars)</i>	
b) Revenus nets de financements hypothécaires		
Revenus de financements hypothécaires	<u>424</u>	<u>332</u>
Moins :		
Charges reliées aux filiales de dettes immobilières		
Frais d'opération	50	36
Frais financiers des TACHC	69	79
Radiation de charges reportées	-	11
	<u>119</u>	<u>126</u>
	<u>305</u>	<u>206</u>

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
	<i>(en millions de dollars)</i>	
c) Revenus nets de biens immobiliers		
Revenus de biens immobiliers	<u>2 482</u>	<u>1 965</u>
Moins :		
Charges reliées aux filiales immobilières		
Frais d'exploitation des biens immobiliers	1 335	952
Frais d'opération	99	83
Frais financiers des emprunts	285	238
	<u>1 719</u>	<u>1 273</u>
Autres revenus	21	21
	<u>784</u>	<u>713</u>

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
	<i>(en millions de dollars)</i>	
d) Gains (pertes) à la vente de placements		
Titres à revenu fixe		
Valeurs à court terme	49	31
Obligations	306	(195)
Financements hypothécaires	23	(2)
	<u>378</u>	<u>(166)</u>
Titres à revenu variable		
Actions et valeurs convertibles	8 789	4 837
Biens immobiliers	458	(45)
	<u>9 247</u>	<u>4 792</u>
Part des actionnaires sans contrôle	<u>(48)</u>	<u>(19)</u>
	9 577	4 607
Coûts de transaction des placements	<u>150</u>	<u>- -</u>
	<u>9 427</u>	<u>4 607</u>

De plus, le montant de 9 427 M\$ de gains (4 607 M\$ en 2006) à la vente de placements présenté dans l'évolution de l'actif net cumulé a été augmenté d'un montant de 1 826 M\$ à titre de gains de change (réduit d'un montant de 3 383 M\$ à titre de pertes de change en 2006).

e) Plus-value (moins-value) non matérialisée des placements et du passif lié aux placements

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
	<i>(en millions de dollars)</i>	
Titres à revenu fixe		
Valeurs à court terme	217	187
Obligations	(1 291)	328
Financements hypothécaires	(124)	(23)
Titres achetés en vertu de conventions de revente	155	80
	<u>(1 043)</u>	<u>572</u>
Titres à revenu variable		
Actions et valeurs convertibles	(3 144)	7 482
Biens immobiliers	1 105	2 218
	<u>(2 039)</u>	<u>9 700</u>
Total des placements	<u>(3 082)</u>	<u>10 272</u>
Moins :		
Passif lié aux placements		
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	177	72
Billets de trésorerie à payer	(1)	(1)
Billets à terme	- -	(8)
Emprunts à payer	(8)	- -
TACHC	(15)	(3)
Titres vendus à découvert	(566)	751
Emprunts hypothécaires	(35)	(18)
Instruments financiers dérivés	3 162	1 507
Part des actionnaires sans contrôle	64	52
	<u>2 778</u>	<u>2 352</u>
	<u>(5 860)</u>	<u>7 920</u>

7. Charges d'exploitation

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
	<i>(en millions de dollars)</i>	
Traitements et avantages sociaux	140	116
Services professionnels	45	42
Services de données et abonnements	15	14
Locaux et matériel	17	16
Amortissement des immobilisations	15	12
Autres	15	16
	<u>247</u>	<u>216</u>
Frais de garde de valeurs	<u>14</u>	<u>11</u>
	<u>261</u>	<u>227</u>

8. Identification et gestion des risques liés aux instruments financiers

La gestion du risque de la Caisse est encadrée par la politique de gestion intégrée des risques adoptée par le conseil d'administration. Révisée régulièrement, cette politique a pour objet de promouvoir une culture et des pratiques rigoureuses de gestion des risques qui favoriseront la réalisation de la mission de la Caisse envers ses déposants. Plus particulièrement, cette politique définit la gouvernance de la gestion du risque au sein de la Caisse, fixe le niveau de risque jugé acceptable afin de parer aux pertes excessives, relie ce niveau de risque aux objectifs de valeur ajoutée de l'actif net et, enfin, fait la promotion d'une répartition efficace du risque.

La gouvernance de la gestion du risque repose sur trois niveaux de contrôle :

- Niveau 1 - les gestionnaires comme premiers responsables de la gestion des risques liés aux activités dont ils ont la responsabilité;
- Niveau 2 - le comité déposants et risques (CDR) et le CDR –Transactions;
- Niveau 3 - le conseil d'administration et son comité de gestion des risques.

La politique prévoit des mécanismes de reddition de comptes pour chacun de ces niveaux. D'autres encadrements sont prévus à la politique, notamment pour l'impartition de la gestion des investissements, la gestion du risque opérationnel et la gestion des instruments financiers dérivés.

Afin d'assurer l'objectivité et la rigueur nécessaires à la gestion des risques, la définition et le contrôle de la politique de gestion intégrée des risques ainsi que des politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés, sont confiés à des équipes indépendantes des gestionnaires de portefeuille.

La politique prévoit également un processus de recommandation des investissements pour tous les groupes d'investissement. Ce processus est structuré selon l'ordre hiérarchique suivant :

- le gestionnaire de portefeuille
- le comité d'investissement du groupe d'investissement ou conseil d'administration d'une filiale ou unité immobilière
- le CDR – Transactions
- le président et chef de la direction
- le comité de gestion des risques du conseil d'administration
- le conseil d'administration

Dans le cadre de sa politique de gestion intégrée des risques, la Caisse a notamment défini les grands axes :

- les politiques d'investissement
- le risque de marché
- le risque absolu et le risque actif
- le risque de crédit et de concentration
- le risque de contrepartie
- le risque de liquidité de financement

Politiques d'investissement

Les politiques d'investissement définissent les limites d'encadrement du risque des portefeuilles spécialisés.

Ces politiques précisent la philosophie et le type de gestion, la structure, l'univers de placement, les seuils de rendement en termes de valeur ajoutée ou de rendement absolu, les critères de répartition ainsi que la couverture du risque de change des portefeuilles. Enfin, elles prévoient des limites de concentration des investissements par type d'investissement, par émetteur et par devise.

Risque de marché

Le risque de marché représente le risque de perte financière découlant d'une fluctuation de la valeur des instruments financiers. La valeur d'un instrument financier découle de la valeur des variables de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base, et leur volatilité. Le risque provient de la volatilité du prix d'un instrument financier, laquelle découle de la volatilité de ces variables de marché.

Le risque de marché est mesuré au moyen de la méthode dite de la valeur à risque (VaR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de la valeur marchande de chacune des positions et de leurs corrélations.

La Caisse gère l'ensemble de ses risques de marché de manière intégrée et globale, de sorte que les principaux éléments contribuant au risque tel que les secteurs d'activité, les pays et les émetteurs sont pris en compte dans l'analyse du risque de marché.

La Caisse peut utiliser des instruments financiers dérivés négociés en Bourse, ou directement auprès de banques et de courtiers en valeurs mobilières, aux fins de la gestion des risques de marché auxquels elle est exposée.

Risque absolu et risque actif

Au 31 décembre 2007, le risque absolu et le risque actif de la Caisse sont respectivement de 725 et 195 points centésimaux. Les risques absolu et actif se définissent comme suit :

Le risque absolu du portefeuille de référence (portefeuille visé par les déposants globalement) de la Caisse est la résultante du risque (la volatilité) des indices de référence des catégories d'actif qui composent ce portefeuille. Par exemple, si les déposants choisissaient globalement d'augmenter la proportion des actions dans leur portefeuille de référence respectif, ce risque s'en trouverait automatiquement accru étant donné la plus grande volatilité de cette catégorie d'actif. Par le fait même, le rendement absolu attendu s'en trouverait aussi augmenté. Le risque absolu du portefeuille global (composé des investissements réels) correspond au risque (la volatilité) des positions qui composent le portefeuille global de la Caisse. Le risque absolu du portefeuille global et celui du portefeuille de référence se calculent selon la même méthode mais couvrent différents portefeuilles, soit le portefeuille global réellement investi par la Caisse et le portefeuille de référence visé par les déposants.

Le risque actif représente la possibilité que la Caisse dégage un rendement différent de celui de son portefeuille de référence en gérant son portefeuille global de façon active. Plus le risque actif est élevé, plus le rendement absolu attendu du portefeuille global se démarquera du rendement du portefeuille de référence.

Le risque absolu du portefeuille de référence de la Caisse, le risque absolu du portefeuille global et le risque actif sont mesurés régulièrement.

Risque de crédit et de concentration

Le risque de crédit représente la possibilité de subir une perte de valeur marchande dans le cas où un emprunteur, un endosseur, un garant ou une contrepartie ne respecterait pas son obligation de rembourser un prêt ou de remplir tout autre engagement financier, ou verrait sa situation financière se dégrader.

L'analyse du risque de concentration mesure la juste valeur de l'ensemble des produits financiers (*titres à revenu fixe et titres à revenu variable*) liés à un même émetteur ou à un groupe d'émetteurs⁴ ayant des caractéristiques communes (région, secteur d'activité, cote de crédit). La limite de concentration par groupe d'émetteurs est établie à 3 % de l'actif total de la Caisse, à l'exception des titres émis par les gouvernements du Canada, du Québec, d'une autre province ou d'un territoire canadien, ainsi que par leurs ministères et organismes mandataires, lesquels ne font pas l'objet d'une limite de concentration⁵. Les émetteurs souverains bénéficiant d'une notation de crédit de AAA sont également exclus de cette limite de concentration.

Au 31 décembre 2007, la concentration par cote de crédit des groupes d'émetteurs de la Caisse se présente comme suit :

Cote de crédit ⁶	AAA – AA	A	BBB	BB ou inférieur	Pas de notation	Total
Placements ⁷	27,6 %	13,3 %	4,8 %	4,0 %	50,3 %	100 %

⁴ Un groupe d'émetteurs est un ensemble d'émetteurs contrôlés par une société mère.

⁵ L'exposition envers un émetteur occasionnée par des positions sur des instruments financiers dérivés n'est pas prise en compte dans l'analyse du risque de concentration.

⁶ Les cotes de crédit sont obtenues des principales agences de notation de crédit publiques et elles sont agrégées selon un algorithme établi à l'interne.

⁷ Le pourcentage des placements représente les positions nettes par groupe d'émetteurs.

L'analyse du risque de crédit comprend la mesure de la probabilité de défaut et du taux de récupération sur les titres de créance détenus par la Caisse, ainsi que le suivi des changements de qualité de crédit des émetteurs et des groupes d'émetteurs détenus dans l'ensemble des portefeuilles de la Caisse.

Durant l'exercice 2007, 204 groupes d'émetteurs détenus dans l'ensemble des portefeuilles spécialisés de la Caisse ont bénéficié d'une amélioration de leur cote de crédit à long terme émise par les principales agences de notation de crédit, tandis que 140 groupes d'émetteurs ont vu la leur se détériorer.

Risque de contrepartie

Le risque de contrepartie correspond au risque de crédit provenant des expositions actuelles et potentielles découlant des opérations sur instruments financiers dérivés hors cote de la Caisse.

Les transactions sur instruments financiers dérivés sont effectuées auprès d'institutions financières dont la cote de crédit est établie par des agences de notation de crédit financière reconnues et dont les limites opérationnelles sont fixées par la direction. De plus, la Caisse conclut des accords juridiques permettant de bénéficier de l'effet compensatoire entre les montants à risque et l'échange de sûretés afin de limiter son exposition nette à ce risque de crédit.

Ce risque est mesuré par contrepartie, selon l'accord juridique en vigueur, à partir duquel il est possible de calculer une exposition nette occasionnée par l'ensemble des instruments financiers dérivés négociés de gré à gré et par la sureté échangée.

Au 31 décembre 2007, la somme des expositions nettes au risque de contrepartie de la Caisse était de 1 037 M\$, liée à 75 contreparties actives.

Risque de liquidité de financement

Pour une institution financière comme la Caisse, le risque de liquidité de financement représente l'éventualité de ne pas être en mesure de respecter en permanence ses engagements sans devoir se procurer des fonds à des prix anormalement élevés ou procéder à la vente forcée d'éléments d'actif.

La conformité aux règles préétablies s'effectue mensuellement et un suivi des liquidités est effectué quotidiennement. La Caisse simule divers scénarios afin d'estimer l'impact potentiel de différents événements de marché sur ses liquidités. Les gestionnaires responsables de la gestion des liquidités évaluent la liquidité des marchés sur lesquels repose le financement des activités de la Caisse. Ils s'assurent de la présence de la Caisse sur des marchés financiers différents et du maintien des relations avec les agences de notation de crédit qui cotent la Caisse ainsi que les bailleurs de fonds.

9. Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur fluctue en fonction du titre sous-jacent, et qui n'exigent pas la détention ou la livraison du titre sous-jacent lui-même. Cet élément sous-jacent peut être de nature financière (taux d'intérêt, devise, titre ou indice boursier), ou une marchandise (métal précieux, denrée, pétrole).

Le montant nominal de référence d'un instrument financier dérivé représente la valeur du capital théorique, à laquelle s'applique un taux ou un prix afin de déterminer l'échange des flux de trésorerie futurs, et ne reflète pas le risque de crédit afférent à cet instrument.

La Caisse a recours, entre autres, aux instruments financiers dérivés décrits ci-après :

Le contrat à terme de gré à gré et le contrat normalisé sont des engagements qui permettent d'acheter ou de vendre l'élément sous-jacent, à une quantité et à un prix établis par le contrat et selon l'échéance indiquée dans l'entente. Le contrat à terme de gré à gré est assorti de conditions sur mesure négociées directement entre les parties sur le marché hors cote. Le contrat à terme normalisé a des modalités fixées par un marché réglementé.

Le troc est une opération par laquelle deux parties conviennent d'échanger des flux financiers selon des modalités prédéterminées prévoyant notamment un montant nominal de référence et une durée.

L'option est un contrat négocié de gré à gré ou sur un marché réglementé, conférant à l'acheteur le droit, mais non l'obligation, d'acheter ou de vendre un nombre déterminé d'un titre sous-jacent, un indice ou une marchandise, à un prix de levée stipulé d'avance, soit à une date déterminée, soit à n'importe quel moment avant une échéance préétablie.

Le risque de change découle des placements et du passif lié aux placements libellés en devises ainsi que des instruments financiers dérivés s'y rapportant. Dans le cadre de sa gestion du risque de change, la Caisse utilise des instruments négociés auprès de banques; les échéances varient généralement de un à douze mois dans le cas de contrats à terme de gré à gré et des options, et de un à deux ans pour les trocs de devises. À l'échéance, de nouveaux instruments financiers dérivés sont négociés dans le but de maintenir à long terme une gestion efficace des risques de change associés aux placements et au passif lié aux placements en devises.

L'utilisation d'instruments financiers dérivés négociés en bourse ou auprès de banques et de courtiers en valeurs mobilières permet de gérer les risques de taux d'intérêt et de marché de l'ensemble du portefeuille de placements, en plus de générer des revenus des activités de négociation qui sont inclus dans les revenus de titres à revenu fixe et à revenu variable.

a) Sommaire des instruments financiers dérivés

	2007			2006	
	<i>(en millions de dollars)</i>			Montant net	Montant net
	Montant nominal de référence	Juste valeur			
	Actif	Passif			
Gestion des risques de change					
Trocs de devises					
Achats	1 804	302	--	302	--
Ventes	1 742	11	21	(10)	(23)
Contrats à terme de gré à gré	45 758	916	233	683	(600)
Options négociées hors cote					
Achats	171	5	--	5	--
	<u>49 475</u>	<u>1 234</u>	<u>254</u>	<u>980</u>	<u>(623)</u>
Gestion des taux d'intérêt et de marché					
Trocs de taux d'intérêt et de devises	225 677	1 564	1 681	(117)	86
Trocs d'actions	57 553	685	489	196	116
Trocs de risque de crédit	20 124	221	203	18	(26)
Contrats à terme normalisés	48 223	--	--	--	--
Contrats à terme de gré à gré	69 736	3 030	2 940	90	62
Options cotées en bourse					
Achats	46 280	242	--	242	241
Ventes	31 087	--	234	(234)	(227)
Options négociées hors cote					
Achats	66 286	1 892	--	1 892	997
Ventes	60 896	--	1 414	(1 414)	(648)
Bons de souscription	284	152	1	151	170
	<u>626 146</u>	<u>7 786</u>	<u>6 962</u>	<u>824</u>	<u>771</u>
Total des contrats sur instruments financiers dérivés	<u>675 621</u>	<u>9 020</u>	<u>7 216</u>	<u>1 804</u>	<u>148</u>

b) Sommaire des échéances des instruments financiers dérivés

	2007				2006
	<i>(en millions de dollars)</i>				
	Montant nominal de référence - Échéance				Montant nominal de référence
Moins de 2 ans	2 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total		
Gestion des risques de change					
Trocs de devises					
Achats	8	1 796	--	1 804	--
Ventes	763	155	824	1 742	2 249
Contrats à terme de gré à gré	45 606	44	108	45 758	40 189
Options négociées hors cote					
Achats	--	171	--	171	--
	<u>46 377</u>	<u>2 166</u>	<u>932</u>	<u>49 475</u>	<u>42 438</u>
Gestion des taux d'intérêt et de marché					
Trocs de taux d'intérêt et de devises	57 575	63 257	104 845	225 677	110 309
Trocs d'actions	47 872	2 601	7 080	57 553	57 110
Trocs de risque de crédit	2 003	16 873	1 248	20 124	8 784
Contrats à terme normalisés	30 930	14 781	2 512	48 223	59 862
Contrats à terme de gré à gré	65 844	3 875	17	69 736	54 652
Options cotées en bourse					
Achats	46 048	232	--	46 280	159 382
Ventes	30 873	214	--	31 087	136 765
Options négociées hors cote					
Achats	36 604	18 543	11 139	66 286	57 649
Ventes	29 952	22 013	8 931	60 896	36 849
Bons de souscription	160	114	10	284	290
	<u>347 861</u>	<u>142 503</u>	<u>135 782</u>	<u>626 146</u>	<u>681 652</u>
Total des contrats sur instruments financiers dérivés	<u>394 238</u>	<u>144 669</u>	<u>136 714</u>	<u>675 621</u>	<u>724 090</u>

Les montants nominaux de référence de 2006 ont été modifiés par rapport à l'information présentée dans les états financiers cumulés au 31 décembre 2006. Cette modification s'applique principalement aux instruments financiers dérivés sur contrats à terme normalisés. Cette modification a affecté uniquement les montants nominaux de référence et non les justes valeurs des actifs et des passifs de ces instruments. Cette modification n'a aucun effet sur l'état des résultats et l'évolution de l'actif net cumulé au 31 décembre 2006.

10. Titrisation

Au cours de l'exercice, une filiale en propriété exclusive de la Caisse a titrisé des titres financiers de 2 273 M\$ (néant en 2006) par la création de titres adossés à des créances hypothécaires commerciales. La filiale en propriété exclusive a reçu un produit en espèces net de 731 M\$ ainsi que toutes les catégories non offertes de l'émission (« A-2 » à « K ») pour une juste valeur de 1 542 M\$. Des pertes nettes de 26 M\$ (néant en 2006) sur la vente ont été constatés au poste Gains (pertes) à la vente de placements – Obligations. Les frais liés à l'opération ont été assumés par la structure d'accueil.

Dans le cadre des activités de titrisation de la Caisse, les TACHC et les billets à payer acquis par la Caisse, au cours des dernières années d'une structure d'accueil, demeurent inscrits à l'état de l'actif net cumulé au poste Titres hypothécaires. Au 31 décembre 2007, ces titres représentaient 1 699 M\$ (294 M\$ en 2006). Ces titrisations ont permis à des sociétés sous contrôle commun de générer des honoraires de gestion de 4 M\$ au cours de l'exercice (2 M\$ en 2006). Il n'y a pas de pertes prévues, étant donné la nature et la qualité des prêts.

11. Engagements et éventualités

En raison de la nature même de ses activités, la Caisse est partie à divers engagements.

Les engagements d'achat de placements signifient que la Caisse s'est engagée à acheter des placements dont le règlement se fera au cours des prochains exercices conformément aux modalités prévues dans les conventions.

Les cautionnements et garanties d'emprunts consistent pour la Caisse à garantir, auprès d'institutions financières et de sociétés, des revenus futurs à la suite de transactions de vente de placements et d'opérations sur instruments financiers dérivés ainsi que le remboursement d'emprunts de sociétés dans lesquelles elle détient une participation. Les cautionnements relatifs aux remboursements d'emprunts ne comportent aucune date d'échéance spécifique, sauf dans certains cas où ils sont en vigueur pour une durée maximale variant de 1 à 10 ans.

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
	<i>(en millions de dollars)</i>	
Engagements d'achat de placements	20 822	20 741
Cautionnements et garanties d'emprunts (montant maximal)	<u>953</u>	<u>567</u>
	<u>21 775</u>	<u>21 308</u>

12. Nantissement d'éléments d'actif

Dans le cours normal des affaires, la Caisse effectue des opérations de prêts et d'emprunts de titres en échange d'une garantie ou d'éléments d'actif avec diverses contreparties avec lesquelles des ententes de compensation ont été signées afin de limiter le risque de crédit. Dans le cadre des opérations de prêts de titres, la Caisse a reçu des éléments d'actif en garantie. Au 31 décembre 2007, la Caisse a donné et reçu en garantie des titres ainsi que des éléments d'actif dont les montants s'élèvent à 51 656 M\$ (39 460 M\$ en 2006) et 11 330 M\$ (8 318 M\$ en 2006) respectivement. Le montant de l'actif en garantie comprend des éléments d'actif d'une valeur de 723 M\$ (764 M\$ en 2006) qui ont été déposés en garantie auprès de dépositaires, afin de participer aux systèmes de compensation et de paiement.

13. Chiffres présentés à des fins de comparaison

Certains chiffres des états financiers de 2006 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2007.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES
ÉTATS FINANCIERS SOMMAIRES DES PORTEFEUILLES SPÉCIALISÉS

(en millions de dollars)	VALEURS À COURT TERME (740)		OBLIGATIONS À RENDEMENT RÉEL (762)		OBLIGATIONS (760)		OBLIGATIONS À LONG TERME (764)	
	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006
ACTIF NET CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006
ACTIF								
Placements à la juste valeur								
Obligations	-	-	871,0	1 053,9	73 297,8	52 994,3	3 174,7	3 001,8
Actions et valeurs convertibles	-	-	-	-	-	-	-	-
Financements hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Biens immobiliers	-	-	-	-	-	-	-	-
Valeurs à court terme	762,1	27 493,9	-	-	18 074,2	5 820,4	-	-
Titres achetés en vertu de conventions de revente	767,3	21 002,5	-	-	15 148,7	11 044,9	17,8	27,5
PCAA de tiers en restructuration	-	-	-	-	10 739,4	-	-	-
Dépôts à vue au fonds général	1 610,6	-	61,3	310,1	-	5 775,0	1 237,2	1 251,2
	3 140,0	48 496,4	932,3	1 364,0	117 260,1	75 634,6	4 429,7	4 280,5
Autres éléments d'actif	6,4	732,5	2,4	24,9	2 727,8	1 349,3	36,0	235,2
	3 146,4	49 228,9	934,7	1 388,9	119 987,9	76 983,9	4 465,7	4 515,7
PASSIF								
Avances du fonds général	-	7 176,4	-	-	10 670,9	-	-	-
Dépôts sur prêts de titres	779,1	24 423,1	72,7	328,6	33 110,3	26 556,8	1 266,9	1 279,2
Engagements liés à des titres vendus à découvert	-	16,1	-	-	15 073,2	13 372,1	21,9	41,7
Emprunts et billets à payer	-	14 787,7	-	-	19 323,6	-	-	-
Emprunts hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés	1,9	8,2	-	-	1 776,5	659,3	-	-
Autres éléments de passif	5,4	128,4	-	0,1	822,0	651,3	13,3	13,6
Part des actionnaires sans contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-
	786,4	46 539,9	72,7	328,7	80 776,5	41 239,5	1 302,1	1 334,5
AVOIR NET DES FONDS	2 360,0	2 689,0	862,0	1 060,2	39 211,4	35 744,4	3 163,6	3 181,2
RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE								
REVENUS								
Revenus de placement								
Obligations	-	-	39,7	32,4	1 476,8	1 527,8	134,3	130,6
Actions et valeurs convertibles	-	-	-	-	-	-	-	-
Financements hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Valeurs à court terme	440,6	392,7	-	-	640,1	178,9	-	-
Biens immobiliers	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts à vue au (avances du) fonds général	158,9	197,2	(0,5)	-	(112,1)	(26,8)	3,9	2,6
	599,5	589,9	39,2	32,4	2 004,8	1 679,9	138,2	133,2
Autres revenus	-	-	-	-	-	3,8	-	-
	599,5	589,9	39,2	32,4	2 004,8	1 683,7	138,2	133,2
Charges d'exploitation	1,0	2,8	0,8	0,6	37,6	27,4	2,4	1,1
Frais de gestion externe	-	-	-	-	-	0,1	-	-
REVENUS AVANT POSTES SUIVANTS	598,5	587,1	38,4	31,8	1 967,2	1 656,2	135,8	132,1
Intérêts sur billets à payer	461,0	425,0	-	-	56,4	2,3	-	-
Part des actionnaires sans contrôle	-	-	-	-	-	0,1	-	-
REVENU NET (PERTE NETTE) DE PLACEMENT	137,5	162,1	38,4	31,8	1 910,8	1 653,8	135,8	132,1
ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET CONSOLIDÉ DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE								
RÉSULTATS DE PLACEMENT NETS								
Revenu net (perte nette) de placement	137,5	162,1	38,4	31,8	1 910,8	1 653,8	135,8	132,1
Gains (pertes) à la vente de placements	(28,3)	(8,5)	11,3	21,5	394,8	430,2	(22,7)	(8,0)
Plus-value (moins-value) non matérialisée des placements et postes du passif	16,9	(1,7)	(39,8)	(91,4)	(938,0)	(645,1)	28,2	9,7
Résultats de placement nets	126,1	151,9	9,9	(38,1)	1 367,6	1 438,9	141,3	133,8
Montant net des unités de participation émises (annulées)	(317,6)	(1 340,3)	(169,7)	(120,5)	4 010,2	(129,2)	(23,1)	1 249,1
Perte nette (revenu net) de placement récupérée des (attribué aux) détenteurs des unités de participation	(137,5)	(162,1)	(38,4)	(31,8)	(1 910,8)	(1 653,9)	(135,8)	(132,1)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE L'ACTIF NET CONSOLIDÉ	(329,0)	(1 350,5)	(198,2)	(190,4)	3 467,0	(344,2)	(17,6)	1 250,8
ACTIF NET CONSOLIDÉ AU DÉBUT	2 689,0	4 039,5	1 060,2	1 250,6	35 744,4	36 088,6	3 181,2	1 930,4
ACTIF NET CONSOLIDÉ À LA FIN	2 360,0	2 689,0	862,0	1 060,2	39 211,4	35 744,4	3 163,6	3 181,2
PLACEMENTS ET CERTAINS POSTES DU PASSIF AU COÛT AU 31 DÉCEMBRE								
ACTIF								
Placements								
Obligations	-	-	838,2	981,4	69 942,1	51 182,4	3 090,1	2 946,1
Actions et valeurs convertibles	-	-	-	-	-	-	-	-
Financements hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Biens immobiliers	-	-	-	-	-	-	-	-
Valeurs à court terme	759,3	27 499,0	-	-	17 798,9	5 722,7	-	-
Titres achetés en vertu de conventions de revente	773,2	20 984,4	-	-	15 078,1	11 029,8	18,0	27,5
PCAA de tiers en restructuration	-	-	-	-	12 606,5	-	-	-
Dépôts à vue au fonds général	1 610,6	-	61,3	310,1	-	5 775,0	1 237,2	1 251,2
	3 143,1	48 483,4	899,5	1 291,5	115 425,6	73 709,9	4 345,3	4 224,8
PASSIF								
Dépôts sur prêts de titres	790,7	24 405,2	72,7	328,7	33 063,3	26 545,4	1 267,1	1 279,5
Engagements liés à des titres vendus à découvert	-	16,1	-	-	15 084,3	13 372,2	22,0	42,1
Emprunts et billets à payer	-	14 787,7	-	-	19 322,2	-	-	-
Emprunts hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés	0,2	3,1	-	-	490,1	194,6	-	-
Part des actionnaires sans contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES
ÉTATS FINANCIERS SOMMAIRES DES PORTEFEUILLES SPÉCIALISÉS (SUITE)

(en millions de dollars)	ACTIONS CANADIENNES (720)		ACTIONS AMÉRICAINES COUVERT (731)		ACTIONS AMÉRICAINES NON COUVERT (734)		ACTIONS ÉTRANGÈRES COUVERT (730)	
	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006
ACTIF NET CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006
ACTIF								
Placements à la juste valeur	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions et valeurs convertibles	12 949,3	12 369,1	7 131,5	7 603,7	-	-	11 207,8	10 065,1
Financements hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Biens immobiliers	-	-	-	-	-	-	-	-
Valeurs à court terme	11 329,0	11 606,3	1 413,5	26,7	4 245,2	5 459,0	17,5	5,1
Titres achetés en vertu de conventions de revente	-	-	-	-	-	-	-	-
PCAA de tiers en restructuration	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts à vue au fonds général	363,2	151,9	1 403,0	-	-	64,1	159,5	-
	24 641,5	24 127,3	9 948,0	7 630,4	4 245,2	5 523,1	11 384,8	10 070,2
Autres éléments d'actif	34,2	72,4	44,4	565,5	20,1	7,9	25,2	162,7
	24 675,7	24 199,7	9 992,4	8 195,9	4 265,3	5 531,0	11 410,0	10 232,9
PASSIF								
Avances du fonds général	-	-	-	159,1	37,7	-	-	731,1
Dépôts sur prêts de titres	-	-	-	-	-	-	-	-
Engagements liés à des titres vendus à découvert	3 677,2	4 785,1	2 490,3	695,6	-	-	115,4	82,4
Emprunts et billets à payer	-	25,6	4 481,8	5 422,6	-	-	6 940,1	6 149,9
Emprunts hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés	216,4	48,3	201,1	113,3	24,9	-	108,4	93,0
Autres éléments de passif	850,7	527,2	297,9	35,5	14,9	5,5	634,1	15,2
Part des actionnaires sans contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-
	4 744,3	5 386,2	7 471,1	6 426,1	77,5	5,5	7 798,0	7 071,6
AVOIR NET DES FONDS	19 931,4	18 813,5	2 521,3	1 769,8	4 187,8	5 525,5	3 612,0	3 161,3
RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE								
REVENUS								
Revenus de placement	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions et valeurs convertibles	434,3	463,6	227,1	150,6	-	-	712,9	374,2
Financements hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Valeurs à court terme	520,6	388,4	29,7	0,6	173,5	105,5	2,2	0,2
Biens immobiliers	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts à vue au (avances du) fonds général	(23,7)	(34,2)	7,7	(8,2)	0,2	0,2	(13,9)	(24,5)
	931,2	817,8	264,5	143,0	173,7	105,7	701,2	349,9
Autres revenus	-	2,3	-	-	-	-	-	-
	931,2	820,1	264,5	143,0	173,7	105,7	701,2	349,9
Charges d'exploitation	35,7	33,5	7,2	6,1	18,2	17,5	8,9	8,3
Frais de gestion externe	-	0,4	3,5	3,0	9,5	8,6	6,7	4,9
REVENUS AVANT POSTES SUIVANTS	895,5	786,2	253,8	133,9	146,0	79,6	685,6	336,7
Intérêts sur billets à payer	0,6	0,6	182,0	105,7	-	-	467,8	238,8
Part des actionnaires sans contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-
REVENU NET (PERTE NETTE) DE PLACEMENT	894,9	785,6	71,8	28,2	146,0	79,6	217,8	97,9
ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET CONSOLIDÉ DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE								
RÉSULTATS DE PLACEMENT NETS								
Revenu net (perte nette) de placement	894,9	785,6	71,8	28,2	146,0	79,6	217,8	97,9
Gains (pertes) à la vente de placements	2 056,4	2 671,1	1 207,3	(545,6)	(609,2)	538,1	1 133,3	(692,1)
Plus-value (moins-value) non matérialisée des placements et postes du passif	(539,6)	138,1	(1 347,0)	761,5	(185,8)	115,6	(1 258,7)	1 067,0
Résultats de placement nets	2 411,7	3 594,8	(67,9)	244,1	(649,0)	733,3	92,4	472,8
Montant net des unités de participation émises (annulées)	(398,9)	(1 395,8)	891,2	(117,5)	(542,7)	(319,3)	576,1	324,4
Perte nette (revenu net) de placement récupérée des (attribué aux) détenteurs des unités de participation	(894,9)	(786,0)	(71,8)	(29,2)	(146,0)	(82,4)	(217,8)	(99,7)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE L'ACTIF NET CONSOLIDÉ	1 117,9	1 413,0	751,5	97,4	(1 337,7)	331,6	450,7	697,5
ACTIF NET CONSOLIDÉ AU DÉBUT	18 813,5	17 400,5	1 769,8	1 672,4	5 525,5	5 193,9	3 161,3	2 463,8
ACTIF NET CONSOLIDÉ À LA FIN	19 931,4	18 813,5	2 521,3	1 769,8	4 187,8	5 525,5	3 612,0	3 161,3
PLACEMENTS ET CERTAINS POSTES DU PASSIF AU COÛT AU 31 DÉCEMBRE								
ACTIF								
Placements	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions et valeurs convertibles	10 134,5	8 648,5	7 317,5	6 834,4	-	-	10 677,3	7 973,5
Financements hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Biens immobiliers	-	-	-	-	-	-	-	-
Valeurs à court terme	11 319,2	11 599,7	1 447,0	25,4	4 294,9	5 347,8	17,4	5,1
Titres achetés en vertu de conventions de revente	-	-	-	-	-	-	-	-
PCAA de tiers en restructuration	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts à vue au fonds général	363,2	151,9	1 403,0	-	-	64,1	159,5	-
	21 816,9	20 400,1	10 167,5	6 859,8	4 294,9	5 411,9	10 854,2	7 978,6
PASSIF								
Dépôts sur prêts de titres	-	-	-	-	-	-	-	-
Engagements liés à des titres vendus à découvert	3 079,9	3 631,2	2 062,5	638,3	-	-	119,1	71,7
Emprunts et billets à payer	-	25,4	4 534,9	5 352,9	-	-	6 995,2	5 885,6
Emprunts hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés	6,7	13,1	41,9	50,5	-	-	0,1	0,1
Part des actionnaires sans contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES
ÉTATS FINANCIERS SOMMAIRES DES PORTEFEUILLES SPÉCIALISÉS (SUITE)

(en millions de dollars)	ACTIONS ÉTRANGÈRES NON COUVERT (733)		ACTIONS DES MARCHÉS EN ÉMERGENCE (732)		QUÉBEC MONDIAL (761)		PARTICIPATIONS ET INFRASTRUCTURES (781)	
	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006
ACTIF NET CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006
ACTIF								
Placements à la juste valeur								
Obligations	-	-	-	-	12 106,8	10 756,4	1 630,3	960,5
Actions et valeurs convertibles	-	-	4 806,8	4 187,5	1 625,6	1 302,5	8 875,4	9 732,3
Financements hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Biens immobiliers	-	-	-	-	-	-	-	-
Valeurs à court terme	6 549,8	6 195,5	172,5	66,6	3 658,1	2 641,8	3 910,8	3 242,9
Titres achetés en vertu de conventions de revente	-	-	-	-	477,5	925,7	-	-
PCAA de tiers en restructuration	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts à vue au fonds général	-	26,6	45,8	-	8 965,2	5 002,1	-	-
	6 549,8	6 222,1	5 025,1	4 254,1	26 833,2	20 628,5	14 416,5	13 935,7
Autres éléments d'actif	6,7	4,6	7,1	56,6	164,5	152,8	87,8	57,9
	6 556,5	6 226,7	5 032,2	4 310,7	26 997,7	20 781,3	14 504,3	13 993,6
PASSIF								
Avances du fonds général	148,2	-	-	8,8	-	-	401,1	856,8
Dépôts sur prêts de titres	-	-	-	-	9 969,6	6 249,7	-	-
Engagements liés à des titres vendus à découvert	-	-	-	-	1 058,6	854,1	-	40,6
Emprunts et billets à payer	-	-	-	-	924,8	-	6 730,9	3 853,7
Emprunts hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés	112,6	26,2	6,6	0,3	13,8	49,4	36,1	116,3
Autres éléments de passif	-	2,0	23,4	8,8	475,0	559,5	31,2	54,5
Part des actionnaires sans contrôle	-	-	-	-	-	-	896,2	427,4
	260,8	28,2	30,0	17,9	12 441,8	7 712,7	8 095,5	5 349,3
AVOIR NET DES FONDS	6 295,7	6 198,5	5 002,2	4 292,8	14 555,9	13 068,6	6 408,8	8 644,3
RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE								
REVENUS								
Revenus de placement								
Obligations	-	-	-	-	476,7	426,4	88,7	55,4
Actions et valeurs convertibles	-	-	87,2	60,4	16,9	12,5	298,6	187,0
Financements hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Valeurs à court terme	436,7	227,2	5,9	2,1	131,1	101,2	275,4	111,9
Biens immobiliers	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts à vue au (avances du) fonds général	0,6	0,2	2,0	1,5	22,6	(25,0)	(10,1)	(19,4)
	437,3	227,4	95,1	64,0	647,3	515,1	652,6	334,9
Autres revenus	-	-	-	-	-	-	27,6	25,3
	437,3	227,4	95,1	64,0	647,3	515,1	680,2	360,2
Charges d'exploitation	16,3	16,9	12,3	8,7	11,9	4,3	34,3	30,9
Frais de gestion externe	12,3	10,0	15,4	7,8	3,5	3,3	-	-
REVENUS AVANT POSTES SUIVANTS	408,7	200,5	67,4	47,5	631,9	507,5	645,9	329,3
Intérêts sur billets à payer	-	-	-	-	41,1	-	354,2	110,5
Part des actionnaires sans contrôle	-	-	-	-	-	-	25,9	23,2
REVENU NET (PERTE NETTE) DE PLACEMENT	408,7	200,5	67,4	47,5	590,8	507,5	265,8	195,6
ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET CONSOLIDÉ DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE								
RÉSULTATS DE PLACEMENT NETS								
Revenu net (perte nette) de placement	408,7	200,5	67,4	47,5	590,8	507,5	265,8	195,6
Gains (pertes) à la vente de placements	(416,5)	1 054,0	601,9	163,7	105,1	1 472,9	1 673,8	(265,8)
Plus-value (moins-value) non matérialisée des placements et postes du passif	(341,4)	69,7	32,8	702,1	(60,3)	(95,4)	(1 096,1)	910,1
Résultats de placement nets	(349,2)	1 324,2	702,1	913,3	635,6	1 885,0	843,5	839,9
Montant net des unités de participation émises (annulées)	855,1	(723,9)	74,7	2 146,7	1 442,5	856,8	(2 813,2)	3 315,7
Perte nette (revenu net) de placement récupérée des (attribué aux) détenteurs des unités de participation	(408,7)	(204,2)	(67,4)	(47,7)	(590,8)	(508,0)	(265,8)	(195,6)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE L'ACTIF NET CONSOLIDÉ	97,2	396,1	709,4	3 012,3	1 487,3	2 233,8	(2 235,5)	3 960,0
ACTIF NET CONSOLIDÉ AU DÉBUT	6 198,5	5 802,4	4 292,8	1 280,5	13 068,6	10 834,8	8 644,3	4 684,3
ACTIF NET CONSOLIDÉ À LA FIN	6 295,7	6 198,5	5 002,2	4 292,8	14 555,9	13 068,6	6 408,8	8 644,3
PLACEMENTS ET CERTAINS POSTES DU PASSIF AU COÛT AU 31 DÉCEMBRE								
ACTIF								
Placements								
Obligations	-	-	-	-	11 952,0	10 637,7	1 687,4	981,3
Actions et valeurs convertibles	-	-	3 768,6	3 203,7	1 645,2	1 164,5	8 449,6	8 195,3
Financements hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Biens immobiliers	-	-	-	-	-	-	-	-
Valeurs à court terme	6 495,0	5 885,7	175,6	65,7	3 660,4	2 641,8	3 908,6	3 217,8
Titres achetés en vertu de conventions de revente	-	-	-	-	480,2	908,1	-	-
PCAA de tiers en restructuration	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts à vue au fonds général	-	26,6	45,8	-	8 965,2	5 002,1	-	-
	6 495,0	5 912,3	3 990,0	3 269,4	26 703,0	20 354,2	14 045,6	12 394,4
PASSIF								
Dépôts sur prêts de titres	-	-	-	-	9 972,8	6 251,1	-	-
Engagements liés à des titres vendus à découvert	-	-	-	-	1 092,3	844,4	-	21,4
Emprunts et billets à payer	-	-	-	-	946,8	-	6 698,0	3 853,3
Emprunts hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés	-	-	-	-	3,6	17,9	4,2	4,4
Part des actionnaires sans contrôle	-	-	-	-	-	-	939,8	449,5

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES
ÉTATS FINANCIERS SOMMAIRES DES PORTEFEUILLES SPÉCIALISÉS (SUITE)

(en millions de dollars)	PLACEMENTS PRIVÉS (780)		DETTES IMMOBILIÈRES (750)		IMMEUBLES (710)		INSTRUMENTS FINANCIERS SUR PRODUITS DE BASE (763)	
	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006
ACTIF NET CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE								
ACTIF								
Placements à la juste valeur								
Obligations	384,0	605,6	-	-	-	32,0	2 005,5	1 983,4
Actions et valeurs convertibles	11 995,1	8 362,7	-	-	4 817,3	4 445,9	2 366,8	939,6
Financements hypothécaires	-	-	9 364,7	6 700,4	1 257,3	375,9	-	-
Titres hypothécaires	-	-	2 621,6	3 579,1	99,4	125,1	-	-
Biens immobiliers	-	-	50,3	1,1	22 687,2	18 697,9	-	-
Valeurs à court terme	358,1	310,6	15,5	-	306,6	82,0	501,1	500,0
Titres achetés en vertu de conventions de revente	-	-	-	-	-	-	-	-
PCAA de tiers en restructuration	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts à vue au fonds général	-	-	2,3	35,8	-	-	-	2,1
	12 737,2	9 278,9	12 054,4	10 316,4	29 167,8	23 758,8	4 873,4	3 425,1
Autres éléments d'actif	36,3	27,8	117,4	295,5	830,6	414,1	195,6	113,1
	12 773,5	9 306,7	12 171,8	10 611,9	29 998,4	24 172,9	5 069,0	3 538,2
PASSIF								
Avances du fonds général	766,7	912,8	-	-	930,4	500,5	298,8	-
Dépôts sur prêts de titres	-	-	-	-	-	-	-	-
Engagements liés à des titres vendus à découvert	145,7	81,4	-	-	122,0	55,4	-	-
Emprunts et billets à payer	474,2	89,2	-	-	7 318,5	5 695,5	-	-
Emprunts hypothécaires	-	-	-	-	1 683,3	1 582,3	-	-
Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales	-	-	349,2	1 236,0	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés	40,0	70,2	217,4	220,4	205,6	390,4	2 105,2	893,1
Autres éléments de passif	14,9	17,4	136,7	81,0	1 121,6	1 163,1	141,5	332,4
Part des actionnaires sans contrôle	-	-	-	-	1 154,7	939,9	-	-
	1 441,5	1 171,0	703,3	1 537,4	12 536,1	10 327,1	2 545,5	1 225,5
AVOIR NET DES FONDS	11 332,0	8 135,7	11 468,5	9 074,5	17 462,3	13 845,8	2 523,5	2 312,7

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE

REVENUS								
Revenus de placement								
Obligations	38,9	28,3	-	-	2,4	1,4	(4,8)	54,9
Actions et valeurs convertibles	218,0	169,6	-	-	74,6	114,5	0,4	-
Financements hypothécaires	-	-	757,1	485,4	51,8	38,3	-	-
Titres hypothécaires	-	-	-	-	8,9	8,8	-	-
Valeurs à court terme	52,4	34,4	0,2	-	54,3	31,0	21,9	20,2
Biens immobiliers	-	-	-	-	473,1	500,2	-	-
Dépôts à vue au (avances du) fonds général	(2,9)	(3,1)	9,4	7,6	(24,7)	(6,5)	22,9	(3,4)
	306,4	229,2	766,7	493,0	640,4	687,7	40,4	71,7
Autres revenus	23,0	14,6	9,6	13,3	-	-	-	-
	329,4	243,8	776,3	506,3	640,4	687,7	40,4	71,7
Charges d'exploitation	26,8	24,3	8,4	6,4	9,4	8,4	5,9	6,0
Frais de gestion externe	7,6	10,3	6,0	5,7	-	-	-	-
REVENUS AVANT POSTES SUIVANTS	295,0	209,2	761,9	494,2	631,0	679,3	34,5	65,7
Intérêts sur billets à payer	4,6	2,2	-	-	-	-	-	-
Part des actionnaires sans contrôle	-	(0,1)	-	3,3	47,4	49,9	-	-
REVENU NET (PERTE NETTE) DE PLACEMENT	290,4	207,1	761,9	490,9	583,6	629,4	34,5	65,7

ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET CONSOLIDÉ DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE

RÉSULTATS DE PLACEMENT NETS								
Revenu net (perte nette) de placement	290,4	207,1	761,9	490,9	583,6	629,4	34,5	65,7
Gains (pertes) à la vente de placements	1 338,8	(61,6)	(197,0)	(33,4)	1 159,7	420,9	(231,4)	15,2
Plus-value (moins-value) non matérialisée des placements et postes du passif	(114,2)	1 682,5	(457,5)	33,4	1 158,4	2 233,7	153,6	(0,4)
Résultats de placement nets	1 515,0	1 828,0	107,4	490,9	2 901,7	3 284,0	(43,3)	80,5
Montant net des unités de participation émises (annulées)	1 971,7	372,6	3 048,5	2 759,7	1 298,4	527,8	288,6	736,7
Perte nette (revenu net) de placement récupérée des (attribué aux) détenteurs des unités de participation	(290,4)	(210,1)	(761,9)	(490,9)	(583,6)	(629,4)	(34,5)	(65,7)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE L'ACTIF NET CONSOLIDÉ	3 196,3	1 990,5	2 394,0	2 759,7	3 616,5	3 182,4	210,8	751,5
ACTIF NET CONSOLIDÉ AU DÉBUT	8 135,7	6 145,2	9 074,5	6 314,8	13 845,8	10 663,4	2 312,7	1 561,2
ACTIF NET CONSOLIDÉ À LA FIN	11 332,0	8 135,7	11 468,5	9 074,5	17 462,3	13 845,8	2 523,5	2 312,7

PLACEMENTS ET CERTAINS POSTES DU PASSIF AU COÛT AU 31 DÉCEMBRE

ACTIF								
Placements								
Obligations	556,9	637,5	-	-	-	32,0	2 005,5	2 051,8
Actions et valeurs convertibles	13 883,0	10 281,9	-	-	3 437,1	2 903,0	725,3	198,1
Financements hypothécaires	-	-	9 386,4	6 596,8	1 272,2	388,6	-	-
Titres hypothécaires	-	-	2 774,1	3 473,7	102,7	122,6	-	-
Biens immobiliers	-	-	68,3	3,5	17 498,6	14 651,2	-	-
Valeurs à court terme	357,6	295,4	15,5	-	306,6	82,0	501,2	500,0
Titres achetés en vertu de conventions de revente	-	-	-	-	-	-	-	-
PCAA de tiers en restructuration	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts à vue au fonds général	-	-	2,3	35,8	-	-	-	2,1
	14 797,5	11 214,8	12 246,6	10 109,8	22 617,2	18 179,4	3 232,0	2 752,0
PASSIF								
Dépôts sur prêts de titres	-	-	-	-	-	-	-	-
Engagements liés à des titres vendus à découvert	83,4	54,4	-	-	137,4	52,1	-	-
Emprunts et billets à payer	508,8	89,3	-	-	7 345,7	5 692,4	-	-
Emprunts hypothécaires	-	-	-	-	1 694,9	1 554,5	-	-
Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales	-	-	339,0	1 210,6	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés	-	-	26,0	103,0	27,3	4,3	547,5	150,1
Part des actionnaires sans contrôle	-	-	-	-	866,1	737,7	-	-

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES
ÉTATS FINANCIERS SOMMAIRES DES PORTEFEUILLES SPÉCIALISÉS (SUITE)

(en millions de dollars)	FONDS DE COUVERTURE (770)		RÉPARTITION DE L'ACTIF (771)	
	2007	2006	2007	2006
ACTIF NET CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE				
ACTIF				
Placements à la juste valeur				
Obligations	653,6	1 656,3	5 081,5	2 784,5
Actions et valeurs convertibles	5 200,7	4 698,1	2 169,7	866,4
Financements hypothécaires	-	-	-	-
Titres hypothécaires	-	-	-	-
Biens immobiliers	-	-	-	-
Valeurs à court terme	183,0	752,2	603,1	20,5
Titres achetés en vertu de conventions de revente	523,1	1 595,3	2 471,0	904,7
PCAA de tiers en restructuration	-	-	-	-
Dépôts à vue au fonds général	130,6	-	-	-
	6 691,0	8 701,9	10 325,3	4 576,1
Autres éléments d'actif	66,3	44,0	303,5	16,5
	6 757,3	8 745,9	10 628,8	4 592,6
PASSIF				
Avances du fonds général	-	501,3	447,9	1 993,1
Dépôts sur prêts de titres	567,9	1 102,2	2 827,7	895,2
Engagements liés à des titres vendus à découvert	650,9	1 596,6	2 963,0	1 216,8
Emprunts et billets à payer	-	64,2	1 279,3	-
Emprunts hypothécaires	-	-	-	-
Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés	39,2	699,4	2 351,6	85,1
Autres éléments de passif	9,8	17,8	45,1	14,1
Part des actionnaires sans contrôle	308,0	542,9	-	-
	1 575,8	4 524,4	9 914,6	4 204,3
AVOIR NET DES FONDS	5 181,5	4 221,5	714,2	388,3

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE

REVENUS				
Revenus de placement				
Obligations	2,9	(0,4)	8,9	25,0
Actions et valeurs convertibles	(2,3)	2,4	0,3	9,1
Financements hypothécaires	-	-	-	-
Titres hypothécaires	-	-	-	-
Valeurs à court terme	2,8	2,7	-	8,4
Biens immobiliers	-	-	-	-
Dépôts à vue au (avances du) fonds général	16,0	(11,5)	(57,0)	(82,9)
	19,4	(6,8)	(47,8)	(40,4)
Autres revenus	-	-	-	-
	19,4	(6,8)	(47,8)	(40,4)
Charges d'exploitation	18,3	24,4	14,7	10,0
Frais de gestion externe	-	-	4,6	-
REVENUS AVANT POSTES SUIVANTS	1,1	(31,2)	(67,1)	(50,4)
Intérêts sur billets à payer	0,6	1,4	53,2	30,2
Part des actionnaires sans contrôle	-	-	-	-
REVENU NET (PERTE NETTE) DE PLACEMENT	0,5	(32,6)	(120,3)	(80,6)

ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET CONSOLIDÉ DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE

RÉSULTATS DE PLACEMENT NETS				
Revenu net (perte nette) de placement	0,5	(32,6)	(120,3)	(80,6)
Gains (pertes) à la vente de placements	911,0	(268,8)	158,2	198,2
Plus-value (moins-value) non matérialisée des placements et postes du passif	(492,7)	543,8	(167,5)	14,6
Résultats de placement nets	418,8	242,4	(129,6)	132,2
Montant net des unités de participation émises (annulées)	541,7	37,2	335,2	13,8
Perte nette (revenu net) de placement récupérée des (attribué aux) détenteurs des unités de participation	(0,5)	32,6	120,3	80,6
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE L'ACTIF NET CONSOLIDÉ	960,0	312,2	325,9	226,6
ACTIF NET CONSOLIDÉ AU DÉBUT	4 221,5	3 909,3	388,3	161,7
ACTIF NET CONSOLIDÉ À LA FIN	5 181,5	4 221,5	714,2	388,3

PLACEMENTS ET CERTAINS POSTES DU PASSIF AU COÛT AU 31 DÉCEMBRE

ACTIF				
Placements				
Obligations	670,4	1 512,0	5 184,4	2 664,3
Actions et valeurs convertibles	5 426,5	4 484,8	703,5	803,7
Financements hypothécaires	-	-	-	-
Titres hypothécaires	-	-	-	-
Biens immobiliers	-	-	-	-
Valeurs à court terme	172,6	683,3	574,5	-
Titres achetés en vertu de conventions de revente	545,3	1 578,1	2 538,1	896,5
PCAA de tiers en restructuration	-	-	-	-
Dépôts à vue au fonds général	130,6	-	-	-
	6 945,4	8 258,2	9 000,5	4 364,5
PASSIF				
Dépôts sur prêts de titres	553,4	1 088,8	2 909,2	889,8
Engagements liés à des titres vendus à découvert	657,5	1 573,6	3 021,5	1 100,8
Emprunts et billets à payer	-	64,2	1 269,7	-
Emprunts hypothécaires	-	-	-	-
Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés	5,2	485,6	738,4	0,3
Part des actionnaires sans contrôle	263,5	500,4	-	-